

8-9

AGOSTO
SETTEMBRE
1984

de:ce

dossier europa emigrazione

RIVISTA MENSILE DI INFORMAZIONE E DIBATTITO SUI PROBLEMI DELL'EMIGRAZIONE

SOMMARIO

Presentazione	2
L'application de la directive 77/486 dans les états membres de la communauté européenne (L. Jacoby)	3
La mobilità umana e il nuovo codice di diritto canonico (V. De Paolis)	8
Commemorazione dei profughi kenyoti gettati in mare dalla nave greca: spunti di riflessione	16
Cronache dell'emigrazione (M.L. Vannicelli)	19
Recensioni (F. Pittau)	24



dossier europa

emigrazione

Anno IX - agosto-settembre 1984 - nn. 8-9

Rivista mensile di documentazione e dibattito sui problemi dell'emigrazione, a cura del CSER (Centro Studi Emigrazione, Roma). Membro della FSS (Federazione Stampa Scalabriniana)

Comitato promotore

CIEM

46, rue de Montreuil - 75011 Paris

CSE RPE

Oberwilerstr. 112 - 4058 Basel

CSER

Via Dandolo 58 - 00153 Roma, Tel. (06) 58.09.764

Gruppo di redazione

R. Cavallaro, L.V. Favero, F. Gheza, S. Guglielmi, M. Maffioletti, A. Perotti, G. Rosoli, S. Rossi, L. Taravella, G. Tassello

Corrispondente CEE

G. Callovi

Grafica

Bruno Murer

Segretaria di redazione

M. Laura Vannicelli

Direttore responsabile

Luigi V. Favero

Autorizzazione del Tribunale di Roma, n. 16.733 del 18 marzo 1977

Iscrizione al Registro Nazionale della stampa 8.10.1982, n. 00389

ABBONAMENTO

Italia L. 18.000
Estero L. 20.000

ccp. 57678005 intestato a CSER, Via Calandrelli 11 - 00153 Roma

presentazione

Il numero 8-9 di Dossier Europa emigrazione non manca di stimoli e sollecitazioni politiche e culturali. Rilevante a questo proposito è l'articolo di L. Jacoby sull'applicazione della direttiva comunitaria 486 del 1977, entrata in vigore il 25.7.1981 e che comporta la promozione dell'insegnamento e della cultura d'origine nei normali corsi di formazione scolastica, con l'impiego di professori specializzati e preparati a cogliere le difficoltà del ragazzo in emigrazione. Sulla base di un questionario inviato ai paesi membri della Comunità, l'autore rileva lo stato di applicazione della direttiva con un esame accurato degli esperimenti effettuati e la puntualizzazione delle tendenze in atto nel settore. Dai risultati emerge chiaro l'assenteismo del governo italiano in questo delicato campo.

Il contributo sulla "mobilità umana e il nuovo codice di diritto canonico" di Velasio De Paolis rientra nella tradizione della rivista, che continua a dedicare ampio spazio ai problemi pastorali dell'emigrazione. L'oggetto del saggio è la nuova concezione di mobilità che promana dalle norme del nuovo codice, sostanziate dalla prospettiva ecclesiologica e dalla visione di chiesa particolare e parrocchia maturata con il Concilio Vaticano II.

Un particolare aspetto della mobilità è la delicata questione dei profughi del terzo mondo, i cui destini individuali segnati dal dramma di un passato di povertà e guerra stridono con il benessere della civiltà occidentale. E' quanto si desume dall'introduzione alla messa celebrata nella parrocchia di S. Maria in Trastevere, in suffragio di alcuni profughi Kenioti, gettati brutalmente in mare da una nave greca. Pubblichiamo, oltre all'introduzione del parroco, l'omelia di Mons. Paulus Tzadua, il vescovo etiope che invita a prendere coscienza della sofferenza di quanti, profughi e immigrati, sono costretti a cercare rifugio nei nostri paesi nella speranza del riconoscimento del diritto a vivere una vita dignitosa.

Oltre alla cronaca semestrale sull'emigrazione di M.L. Vannicelli, il numero presenta una recensione su "Emigrazione e informazione" di Franco Pittau. Il volume recensito raccoglie una serie di articoli riguardanti gli aspetti culturali dell'emigrazione.

L'APPLICATION DE LA DIRECTIVE 77/486

DANS LES ÉTATS MEMBRES DE LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE

3

Il convient tout d'abord de rappeler que la directive de 1977 complète le règlement 1612 de 1968, dont l'article 12 prescrit que "Les enfants d'un ressortissant d'un Etat membre qui est ou a été employé sur le territoire d'un autre Etat membre sont admis aux cours d'enseignement général, d'apprentissage et de formation professionnelle dans les mêmes conditions que les ressortissants de cet Etat, si ces enfants résident sur son territoire. Les Etats membres encouragent les initiatives permettant à ces enfants de suivre les cours précités dans les meilleures conditions".

Des décisions de la Cour de Justice ont établi sans équivoque que ce règlement accorde aux enfants des travailleurs migrants communautaires, non seulement l'admission à toutes les filières d'enseignement général et de formation professionnelle, mais également à toutes les aides directes et indirectes favorisant l'accès à l'enseignement général et à la formation professionnelle, telles les bourses d'études ou les facilités de transport, aux mêmes conditions qu'aux enfants nationaux.

Les problèmes d'admission et de frais d'études étant réglés, qu'en est-il des mesures spécifiques permettant aux enfants de travailleurs migrants de profiter des structures éducatives du pays d'accueil "dans les meilleures conditions". C'est ici qu'intervient la directi-

ve 77/486. Elle fixe *trois* obligations:

- celle d'offrir un enseignement d'accueil gratuit comportant notamment l'enseignement adapté aux besoins des enfants de travailleurs migrants, de la langue ou d'une des langues officielles du pays d'accueil;
- celle d'organiser la formation initiale et continue des enseignants en charge d'enfants de travailleurs migrants;
- celle de promouvoir l'enseignement de la langue et culture d'origine, en collaboration avec les Etats d'origine et en coordination avec l'enseignement normal.

A la différence d'un règlement communautaire, qui est d'application directe, une directive est un instrument juridique qui impose aux Etats membres de prendre eux-mêmes les mesures d'application, conformément à leurs situations nationales et à leurs systèmes juridiques.

Adoptée par le Conseil des Ministres des Affaires sociales le 25 juillet 1977, la directive est entrée en vigueur le 25 juillet 1981. En juin 1982, la Commission a envoyé un questionnaire aux Etats membres, les invitant à décrire l'état d'application de la directive sur leur territoire. Sur la base des réponses reçues, la Commission a élaboré son premier rapport sur la mise en oeuvre de la directive 77/486 dans la Communauté, rapport qui a été transmis au Conseil et au Parlement européen en février 1984. (COM(84) 54 du 10.2.1984).

Il ne peut être question de rendre compte dans le détail d'un document de 158 pages, mais il est possible de dégager une vue d'ensemble et de situer les points forts et les difficultés que la mise en oeuvre de la directive a rencontrés dans les systèmes éducatifs de la Communauté.

PERCHE' DITE SI'
ALLE DIRETTIVE
EUROPEE E POI NON
LE APPLICATE?!

NOI DICIAMO
SOLO PSI!!



© Dossier Europa Emigrazione

La pédagogie d'accueil

Dans toute la Communauté, l'enseignement d'accueil est désormais un droit subjectif des enfants de travailleurs migrants. Ce qui veut dire qu'en cas d'absence ou de refus de mesures d'accueil, les parents ou tuteurs peuvent citer les autorités scolaires en justice ou porter plainte devant la Commission des Communautés européennes. Seuls les ressortissants des Etats membres de la Communauté bénéficient de ce droit. Il convient de rappeler toutefois qu'en adoptant la directive, le Conseil des Communautés a pris l'engagement politique de réaliser les objectifs de la directive également en faveur des immigrés en provenance de pays tiers. Tous les enfants d'immigrés bénéficient donc en principe des mêmes structures scolaires, sans partager toutefois les mêmes garanties juridiques.

La mesure d'accueil la plus répandue est la *classe d'accueil* en faveur des élèves qui ignorent ou connaissent insuffisamment la langue véhiculaire de l'enseignement. La France, la Belgique, le Royaume-Uni et le Luxembourg ont opté pour les classes d'accueil mixtes, regroupant des élèves de différentes nationalités. La plupart des Länder de la République fédérale d'Allemagne et certaines municipalités des Pays-Bas et du Danemark organisent des classes d'accueil homogènes ou nationales, chaque fois que le nombre d'élèves le permet.

Dans les deux systèmes, le nombre d'élèves par classe se situe entre 10 et 18. Les élèves des classes mixtes passent en principe dans une classe normale après une année scolaire. Ces classes sont toujours tenues par un enseignant autochtone. Toutes les activités sont centrées sur l'apprentissage de la langue d'accueil. Le séjour des élèves en classe d'accueil nationale est généralement de deux ans. Le responsable de classe est de même nationalité que ses élèves. La langue nationale des enfants est la langue d'enseignement dominante, du moins pendant la première année scolaire. L'enseignement intensif de la langue d'accueil est confié à un enseignant

autochtone. La langue d'accueil devient progressivement langue d'enseignement.

Les *centres d'accueil créés* par plusieurs autorités scolaires locales (local education authorities) au Royaume-Uni constituent une variante intéressante des classes d'accueil mixtes.

Les *classes bilingues* instaurées dans plusieurs Länder allemands et dans quelques villes hollandaises tendent à être à la fois un système d'accueil de longue durée et une préparation au retour dans le pays d'origine. Le programme scolaire est celui du pays d'accueil. La langue véhiculaire dominante de l'enseignement est la langue nationale de l'élève. L'enseignement de la langue du pays d'accueil est moins intensif que dans les classes d'accueil. Le nombre d'élèves par classe répond aux normes habituelles. Le passage dans une classe normale se situe après la 4ème ou même après la 6ème année de scolarité. Ce système ne convient guère aux enfants nés au pays d'accueil. La motivation des élèves à apprendre la langue d'accueil est généralement faible, si bien que les chances d'intégration réussie dans les systèmes de formation générale ou professionnelle du pays d'accueil sont réduites. Par contre l'enseignement de la langue nationale de l'élève est d'un bon niveau.

Lorsque le nombre d'élèves n'atteint pas le quorum requis pour ouvrir une classe d'accueil, les autorités scolaires pratiquent la *méthode d'immersion*. Les élèves sont affectés à une classe normale de leur âge. Une ou deux fois par jour, ils sont pris à part, individuellement ou par groupes de 3 à 4, pour un enseignement de la langue d'accueil. Cet enseignement est donné par un instituteur spécialisé.

Quel que soit le système d'apprentissage de la nouvelle langue dont ont bénéficié les enfants d'immigrés, le passage en classe normale ne marque pas la fin de leurs difficultés. Des *cours de soutien linguistique* et de *rattrapage général* sont organisés à leur intention, généralement dans le cadre de l'enseignement de rattrapage pratiqué dans tous les systèmes d'éducation. Dans plu-

sieurs Länder de la République fédérale d'Allemagne, des associations offrent une aide extrascolaire aux devoirs et à l'étude.

Le nombre d'enfants d'immigrés en situation de transition (classes d'accueil, classes bilingues, cours intensifs de langues) n'a pas été relevé partout. Les données connues permettent cependant de déceler des différences importantes:

Rep. féd. d'Allemagne (1981-82)	Rhénanie du Nord-Westphalie	23,6% (Grund- und Hauptsc.)
	Bavière	47,8 %
	Bade-Wurt.	8,9 %
	Hesse	7,3 %
Pays-Bas (1980-81)	enseignem. primaire	28 %
France (1980-81)	enseignem. élément.	8,3 %
Belgique (1980-81)	enseignem. primaire	1 à 2 %
Royaume-Uni (80-81)	enseignem. primaire	1 %

Les différences révèlent la diversité des situations et des approches pédagogiques. Les pourcentages élevés relevés dans certains Länder d'Allemagne et aux Pays-Bas s'expliquent en partie par le fait que ces pays pratiquent le système des classes d'accueil nationales et des classes bilingues.

Par ailleurs, l'arrêt du recrutement de main-d'oeuvre en 1973-74 a provoqué dans ces pays un important mouvement de regroupement familial, et donc un afflux considérable de primo-arrivants d'âge scolaire. Dans les autres pays d'immigration, les courants de regroupement familial sont beaucoup moins accusés.

Le faible taux de la Belgique doit être attribué à l'efficacité de l'éducation préscolaire et à une politique d'immigration familiale.

Au *Royaume-Uni*, les enfants des immigrés qui entrent dans l'enseignement élémentaire sont en principe placés dans les classes normales dès l'âge de 5 ans. L'enseignement en groupe (group-teaching) pratiqué dans les écoles britanniques facilite la mise en place d'une pédagogie d'accueil.

Quelques rares données permettent de se faire une idée de l'importance des mesures de rattrapage scolaire:

Belgique néerlandophone:

19,8% des élèves étrangers des écoles primaires (1980-81)

Bade-Wurtemberg — Basse Saxe:

(des élèves étrangers des écoles primaires et du 1er cycle
48,6%
41,7% (de l'enseignement secondaire)

France:

5 % des élèves étrangers de l'enseignement secondaire.

Globalement, l'on peut estimer que les dispositions administratives et juridiques prises en faveur de l'accueil des enfants d'immigrés sont satisfaisantes dans la Communauté. Sur le plan pédagogique, beaucoup reste à faire, essentiellement dans les domaines du développement de méthodes et de matériels pédagogiques et de la formation des enseignants.

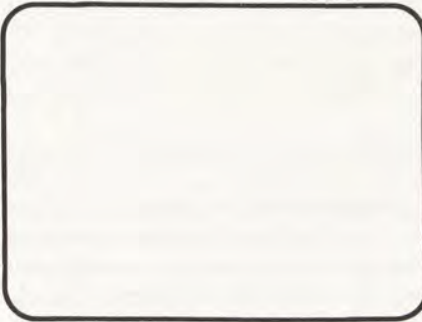
Des faiblesses sont constatées localement, lorsque les écoles accueillent un très petit nombre de primo-arrivants et qu'elles ne disposent pas de personnel qualifié pour assurer un enseignement intensif de la langue d'accueil.

Un problème difficile reste celui de l'accueil de primo-arrivants, de 14 à 16 ans, peu ou faiblement scolarisés au pays d'origine. D'intéressantes expériences de formation préprofessionnelle sont en cours en République fédérale d'Allemagne.

L'enseignement de la langue et culture d'origine

La directive impose aux Etats membres l'obligation de promouvoir l'enseignement de la langue et culture nationale, en coopération avec l'Etat d'origine et en coordination avec l'enseignement normal. En employant le terme "promouvoir", le Conseil a clairement indiqué qu'il ne voulait pas créer un droit subjectif. Il n'en reste pas moins l'obligation, tant pour les Etats d'accueil que pour les Etats d'origine, de coopérer en vue de promouvoir l'enseignement de la langue et culture d'origine au bénéfice de tous les enfants de travailleurs migrants, pendant toute la durée de l'obligation scolaire. La directive prescrit également de coordonner cet enseignement avec l'enseignement normal.

Les méthodes et objectifs de l'enseignement des langues et cultures d'origine dans l'enseignement primaire ne sont pas celles de l'enseignement secondaire. Il convient donc de présenter séparément la mise en oeuvre de la directive dans les deux ordres d'enseignement.



Enseignement primaire

Trois formes d'organisation de l'enseignement de la langue et culture d'origine peuvent être observées dans les écoles primaires de la Communauté:

- *L'enseignement intégré* de la langue et culture d'origine a sa place dans l'horaire scolaire normal et est coordonné, quant aux contenus et méthodes, avec le programme scolaire du pays d'accueil;
- *l'enseignement différé* a lieu en dehors du temps scolaire, mais est coordonné avec l'enseignement normal;
- *l'enseignement extrascolaire* a lieu en dehors du temps scolaire et n'a aucun lien avec l'enseignement normal.

Il saute aux yeux qu'un enseignement de la langue et culture d'origine, organisé en dehors du domaine de compétence des autorités scolaires du pays d'accueil, sans aucun lien avec l'enseignement normal, ne répond ni à la lettre, ni à l'esprit de la directive. Il n'y a, dans ce cas, ni coopération entre les autorités scolaires du pays d'accueil et d'origine, ni coordination avec l'enseignement ordinaire, telles que prescrites par la directive.

L'enseignement de la langue et culture d'origine est parfaitement intégré dans les classes d'accueil homogènes et les classes bilingues, décrites plus haut. Il est beaucoup plus difficile d'intégrer l'enseignement de la langue et culture d'origine dans l'horaire des classes normales. Les élèves étrangers doivent quitter, à un moment donné, la classe dont ils font partie pour suivre, dans un autre local, un enseignement de leur langue nationale. Le modèle le plus habile d'enseignement intégré est celui mis au point au Limbourg belge. Dans les écoles primaires limbourgeoises, les élèves étrangers quittent leur classe au même moment, pour rejoindre leur classe de langue nationale. Les élèves belges approfondissent, pendant cette heure d'enseignement, leurs connaissances de la langue néerlandaise avec leur responsable de la classe ou bénéficient d'un enseignement de rattrapage, organisé conjointement par les instituteurs belges dont les élèves étrangers ont quitté la classe. D'autres caractéristiques du modèle limbourgeois sont l'orientation interculturelle et la participation des enseignants étrangers dans les apprentissages d'éveil et de mathématiques. Les enseignements en langue maternelle sont en effet étroitement coordonnés avec les activités de la classe dont fait partie l'élève étranger.

Un tel modèle n'est réalisable que dans des écoles disposant des locaux scolaires nécessaires et fréquentés par un nombre suffisant d'enfants étrangers.

En France, l'enseignement intégré des langues et cultures d'origine s'inscrit dans les activités d'éveil, ce qui permet

la coordination des contenus d'enseignement. Les élèves étrangers quittent leurs classes pendant les activités d'éveil et travaillent, en classe de langue maternelle, les mêmes thèmes que leurs condisciples français.

Il peut être difficile ou impossible de caser l'enseignement de la langue et culture d'origine dans l'horaire normal, parce que l'école ne dispose pas d'assez de locaux, que le nombre de langues à enseigner est trop important, que les enseignants étrangers ne sont pas disponibles pendant le temps scolaire, ou encore que les élèves étrangers de plusieurs écoles sont regroupés pour former une classe. Il faut alors différer les cours partiellement ou totalement hors du temps scolaire.

Cette forme d'enseignement différé est très répandue en République fédérale d'Allemagne où l'école ordinaire ne fonctionne que dans la matinée et où il est donc aisé de disposer de locaux scolaires l'après-midi.

Enseignement secondaire

L'enseignement d'une ou de plusieurs langues étrangères faisant partie des programmes d'enseignement secondaire, il peu paraître aisé, à première vue, de trouver une place pour l'enseignement des langues des immigrés. En fait, il n'y a que trois Etats membres qui ont offert aux enfants de travailleurs migrants un enseignement de leur langue nationale dans le cadre de l'enseignement des langues étrangères.

Tous les Länder de la République fédérale d'Allemagne accordent aux élèves italiens, grecs, turcs, yougoslaves, portugais et espagnols des Hauptschulen (premier cycle de l'enseignement secondaire) la faculté de choisir leur langue nationale ou une de leurs langues nationales en lieu et place de l'anglais. Malheureusement la continuité n'est pas toujours assurée avec le second cycle de l'enseignement secondaire, si bien que le choix de la langue d'origine en tant que langue étrangère peut exclure l'élève étranger de cette forme d'enseignement, et donc de l'accès à l'enseignement supérieur.

En France, de nombreuses langues des immigrés sont offertes en tant que langues étrangères dans l'enseignement secondaire. Ainsi les élèves arabes, portugais, italiens, espagnols et serbes peuvent-ils choisir leur langue nationale comme 1ère, 2ème, langue ou même 3ème langue étrangère. Mais ces cours sont organisés pour des élèves qui commencent l'apprentissage d'une langue étrangère, non pour des locuteurs de ces langues. Aussi le Ministère de l'enseignement a-t-il proposé de moduler les méthodes d'enseignement en conséquence.

Le décret présidentiel organisant l'enseignement de la langue et culture des ressortissants communautaires résidant en Grèce est trop récent (14-12-1983) pour avoir déjà des effets sur le terrain.

En Belgique et au Royaume-Uni, des expériences pilote sont en cours en vue de mettre au point un modèle d'enseignement des langues de l'immigration au niveau secondaire.

Au Pays-Bas, un projet de loi réglementant l'enseignement des langues des minorités immigrées au niveau secondaire est en cours de préparation.

Enseignement professionnel

L'enseignement des langues et cultures d'origine dans l'enseignement professionnel est un domaine relativement peu exploré. Des expériences pilote, en cours en Belgique et aux Pays-Bas, l'ont introduit sous forme de cours à option. En République fédérale d'Allemagne, plusieurs Länder offrent un enseignement de la langue et culture d'origine aux élèves de l'enseignement préprofessionnel et professionnel.

Les données statistiques disponibles sur l'enseignement des langues et cultures d'origine ne font pas toujours la distinction entre les différents types d'enseignement. A noter également que les enseignements organisés par des associations privées sont rarement repris dans les statistiques émanant des autorités scolaires.

Le tableau ci-dessous permet cependant une appréciation de la situation d'ensemble de l'enseignement des langues et cultures de l'immigration dans la Communauté.

Taux d'élèves étrangers tombant sous l'obligation scolaire et bénéficiant d'un enseignement de la langue et culture d'origine (1981-82)

République fédérale d'Allemagne

	%
Bade-Wurtemberg	58,3
Bavière	69,3
Berlin	40,0 (estimation)
Hambourg	22,0
Hesse	42,9
Basse-Saxe	39,3
Rhénanie-du-Nord Westphalie	42,2 enseign. primaire 53,9 1er cycle du sec.
Rhénanie-Palatinat	60,0
Sarre	41,0

Danemark 46,0

France

Algériens	19,6
Marocains	8,8
Tunisiens	19,0
Espagnols	27,5
Italiens	69,0
Portugais	36,5
Turcs	25,4
Yougoslaves	34,1

Pays-Bas 80,0 enseign. primaire
1,0 enseign. second.

Royaume-Uni 8,6 enseign. extra-scolaire compris
2,2 enseign. intégré seulement

Luxembourg 60,0 enseign. primaire,
dont 94% extra-scolaire (estimations
1983-84)

Compte tenu du fait que l'enseignement de la langue et culture d'origine est une matière à option dans l'ensei-

L'ITALIA E' L'UNICA CHE CI CAPISCE!
NEL RESTO D'EUROPA FANNO DI TUTTO
PER COSTRINGERCICI A STUDIARE...



© Dossier Europa Emigrazione

gnement normal, primaire ou secondaire, un taux de participation de 60 à 80% est excellent et un taux compris entre 40 et 60% peut être considéré comme honorable.

Pour l'ensemble de la Communauté, la situation n'est donc guère brillante; elle est franchement mauvaise au 1er cycle de l'enseignement secondaire. Une action énergique de toutes les instances concernées s'impose avec d'autant plus d'évidence que la directive 77/486 est entrée en vigueur en 1981 et que les Etats Membres disposaient de quatre années pour mettre en place les structures éducatives prescrites par la directive.

étrangers" comporte toujours l'étude approfondie d'une langue de l'immigration.

Une *formation complémentaire* en pédagogie des immigrés est accessible au Danemark, en Allemagne fédérale et au Royaume-Uni, soit à des étudiants, ayant achevé leurs études de base, soit à des enseignants en poste bénéficiant d'une réduction du temps de travail. En France, l'École normale supérieure de Saint-Cloud offre une formation complémentaire à des instituteurs détachés pour un an, en vue de les préparer à un poste de formateurs ou de conseillers pédagogiques. Aux Pays-Bas, un cours de formation complémentaire a été instauré en 1981 au bénéfice des enseignants étrangers de l'enseignement primaire. Le *Gouvernement danois* a instauré en 1982 une formation complémentaire de 3 ans et demi pour étrangers titulaires d'un diplôme d'enseignant de leur pays d'origine et désireux d'enseigner leur langue et culture à des enfants d'immigrés. Le *Gouvernement grec* organise des sessions de formation complémentaire à l'intention des enseignants appelés à prendre service à l'étranger.

C'est dans le domaine de la *formation continue* que les initiatives ont été les plus nombreuses et les plus variées. Elles émanent des administrations scolaires, des services scolaires des consulats, des institutions d'enseignement supérieur ou d'associations, et associent parfois plusieurs de ces entités.

Des expériences récentes en France et en Allemagne ont mis en évidence la grande efficacité d'une formation continue commune des enseignants autochtones et étrangers, ou des enseignants de divers niveaux d'enseignement.

Globalement, la situation peut être considérée comme satisfaisante en République fédérale d'Allemagne, au Danemark, aux Pays-Bas, en France et au Royaume-Uni. La pédagogie des immigrés a trouvé dans ces pays une place de choix dans les structures existantes de formation continue des enseignants. Souvent même, des structures complémentaires ou spécialisées ont été mises en place, comme le réseau des Céfisem (Centres de formation et d'information pour la scolarisation des enfants d'immigrés) de France.

En Belgique et au Luxembourg, où la formation continue des enseignants n'a pas de structure organisée, la formation à la pédagogie des étrangers est loin de répondre aux besoins des écoles.

Les enseignants étrangers au service des consulats bénéficient de cours de formation continue organisée par les directions didactiques des ambassades et consulats. La collaboration avec les autorités du pays d'accueil n'est malheureusement pas la règle générale.

Formation des enseignants

Depuis 1977, la formation des enseignants en charge d'enfants de travailleurs migrants a pris un essor vigoureux dans plusieurs Etats Membres.

La *formation initiale* consiste généralement en une introduction à la pédagogie des immigrés: contexte culturel des pays d'origine, aspects sociaux et économiques de l'immigration, enseignement de la langue du pays d'accueil en tant que langue étrangère, éducation interculturelle.

Généralement en option, une telle formation est recommandée dans les zones à forte immigration.

La *formation initiale* des enseignants à la prise en charge d'enfants d'immigrés est bien structurée au Royaume-Uni, dans les écoles normales de France, en République fédérale d'Allemagne, au Danemark et aux Pays-Bas. Elle est en voie de développement en Belgique et au Luxembourg.

Bon nombre d'activités et d'institutions d'enseignement supérieur du Royaume-Uni et d'Allemagne fédérale offrent aux futurs enseignants une formation spécialisée: anglais ou allemand en tant que langue étrangère, pédagogie de l'immigration. En Allemagne, le cursus "pédagogie des

LA MOBILITA' UMANA

E IL NUOVO CODICE DI DIRITTO CANONICO

8

L'argomento della mia esposizione è di ordine piuttosto generale: la mobilità umana; e si limita ad un'unica fonte: il nuovo Codice di diritto canonico. Mi atterrò strettamente al titolo, tranne qualche riferimento, ove apparisse necessario, ai documenti che sono la fonte del Codice.

Leggendo il Codice troviamo non pochi punti di riferimento espliciti a norme canoniche che parlano dei problemi pastorali riguardanti la mobilità umana. Tali canoni presentano già per se stessi una lieta sorpresa, rispetto al Codice del 1917. Ma bisogna cogliere la portata della normativa canonica sulla mobilità umana in un contesto più ampio. Tale contesto più ampio è sia la prospettiva ecclesiologica che sta alla base e a fondamento del nuovo Codice di diritto canonico sia la concezione di Chiesa particolare e di parrocchia, che si desumono da esso. Si tratta, è ovvio rilevarlo, della prospettiva ecclesiologica e della concezione di Chiesa particolare e di parrocchia che risalgono al Vaticano II. Anche nel contesto della mobilità umana risulta vera l'affermazione di Giovanni Paolo II fatta nella Costituzione *Sacrae Discipline Leges*, con la quale è stato promulgato il nuovo Codice il 25 gennaio 1983: "Questo nuovo Codice potrebbe intendersi come un grande sforzo di tradurre in linguaggio canonistico questa stessa dottrina, cioè la ecclesiologia conciliare".

Prima quindi di passare ad indicare i singoli canoni che si riferiscono direttamente ed esplicitamente alla mobilità umana, è necessario indicare alcune linee generali, entro le quali collocare e leggere la portata della normativa stessa.

Si sa che il Codice del 1917 non dava molto spazio alla cura pastorale della mobilità umana. L'accento di maggiore rilievo può essere colto nel can. 216, par. 4, dove si parla delle parrocchie personali: "Non possunt sine speciali apostolico indulto constituti paroeciae pro diversitate sermonis, seu nationis fidelium in eadem civitate vel territorio degentium, nec paroeciae mere familiares aut personales; ad constitutas autem quod attinet, nihil innovandum, inconsulta Apostolica Sede". Non si può certo definire un linguaggio che manifesti un trattamento di favore. Un altro canone che tocca il problema è l'883, che concede particolari facoltà, per ascoltare le confessioni ed anche per assolvere dai casi riservati all'Ordinario, ai cappellani delle navi.

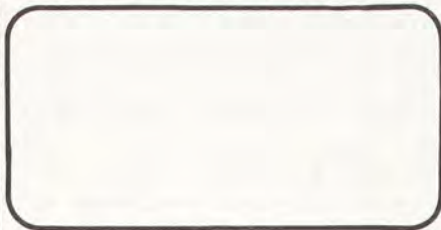
Se ci si domanda quali possano essere state le ragioni di tale scarsa sensibilità nel testo legislativo così importante per la vita della Chiesa, quale è il Codice, le risposte possono essere molteplici. Pensiamo che non poco peso abbiano le seguenti. Anzitutto la concezione stessa di Chiesa che soggiace al Codice nel 1917. Vi prevale l'aspetto organizzativo amministrativo burocratico, centrato sull'esercizio dell'autorità, in modo verticistico. In tale concezione la legge è concepita in modo territoriale. Il territorio è elemento costitutivo dell'organizzazione della Chiesa. La di-

visione allora è fatta in base al territorio. La Chiesa universale è concepita come l'intero mondo. Le suddivisioni territoriali costituiscono le diocesi e le parrocchie. Queste poi vi appaiono più come circoscrizioni amministrative territoriali che comunità di fedeli. L'unità è data prevalentemente dal territorio. In una tale concezione, una cura pastorale specifica fondata più sugli aspetti personali che sul territorio, quale è appunto la pastorale richiesta dalla mobilità umana, non poteva trovare molto spazio.

E' vero che le autorità competenti hanno cercato, per far fronte alle esigenze pastorali poste dalla mobilità umana, di correggere o comunque di temperare e completare la visione parziale ed angusta del Codice, con documenti appropriati, sia prima del Concilio, particolarmente con la Costituzione Apostolica *Exsul Familia* del 1952, sia durante il Concilio, come il n. 18 del Decreto *Christus Dominus*, sia dopo il Concilio, con l'Istruzione *De Pastoralis Migratorum Cura* del 1969, con il Direttorio Generale *Peregrinans in Terra* del 1969 e con altri documenti. Tali documenti però facevano fatica ad imporsi ed a cambiare una mentalità, che sembrava fondata in documenti di maggiore rilievo e importanza, quale era appunto il Codice. E precisamente nella legislazione codiciale, interpretata in modo angusto, senza badare agli altri documenti della Chiesa, non pochi Ordinari diocesani trovano il fondamento e la giustificazione di una certa loro insensibilità ad una cura pastorale specifica per le persone coinvolte nella mobilità umana.

Sappiamo come alla base del nuovo Codice vi sia una nuova visione eccle-

siologica, quella del Concilio. L'aspetto istituzionale e gerarchico non vi è certo negato; ma non è né il preminente né tanto meno l'esclusivo. Noi non possiamo entrare nella ecclesiologia del Vaticano II e nel discorso della sua presenza nel nuovo Codice di diritto canonico. La diamo per conosciuta. Abbiamo voluto semplicemente richiamarla, perché sappiamo cogliere le prospettive nuove che emergono per la cura pastorale della mobilità umana.



Così una Chiesa, che si presenta anzitutto come mistero di Dio tra gli uomini e come comunione, ha fatto sì che alla base del nuovo Codice di diritto canonico fosse la categoria del *Popolo di Dio*, dove il punto di partenza è la nozione di *Christifidelis*, che mediante il battesimo viene incorporato a Cristo e, partecipe della sua triplice funzione regale sacerdotale e profetica, assume la sua piena responsabilità nella vita e nella missione della Chiesa (cfr. can. 204). Nella Chiesa viene proclamata così una uguaglianza fondamentale di dignità (can. 208), sia pure nella diversità delle funzioni ministeriali, tra le quali un ruolo insostituibile ed essenziale è riservato alla gerarchia. Ma l'aver posto alla base la categoria del *christifidelis* ha portato anche alla configurazione di uno stato di diritti e doveri, che, al di là delle determinazioni singole e della loro portata, rivela una mentalità nuova. Si mettono in primo piano non tanto l'organizzazione e la funzione della gerarchia e l'esercizio dell'autorità, ma le esigenze concrete dei fedeli, al servizio dei quali deve essere la struttura organizzativa della Chiesa e l'esercizio dell'autorità. Si può discutere se tra i diritti fondamentali dei fedeli cristiani non poteva essere enunciato anche quello di avere nella Chiesa un'accoglienza e una cura pastorale secondo il proprio patrimonio culturale e secondo le esigenze derivanti dalla mobilità umana. Ma anche se tale diritto non è enunciato esplicitamente, non vi è dubbio che non si fa fatica a dedurlo dai principi ecclesiologici che stanno

alla base del nuovo Codice. In particolare tale diritto potrebbe essere una deduzione del diritto di cui si parla nel can. 213: "I fedeli hanno il diritto di ricevere dai sacri pastori gli aiuti derivanti dai beni spirituali della Chiesa, soprattutto dalla parola di Dio e dai sacramenti"; come pure nel can. 217, dove si parla di un diritto all'educazione cristiana, "con cui possano essere formati a conseguire la maturità della persona umana e contemporaneamente a conoscere e a vivere il mistero della salvezza".

Ugualmente si potrebbe procedere partendo dal discorso sul senso missionario della Chiesa e sul rispetto del cammino culturale che essa nei suoi missionari deve mostrare per gli uomini, ai quali è inviata. Il can. 787, par. 1, afferma: "I missionari, con la testimonianza della vita e della parola, istituiscano un dialogo sincero con i non credenti in Cristo, perché, con procedimento adatto al loro ingegno e cultura, si aprano loro le vie per le quali possano essere efficacemente condotti a conoscere l'annuncio evangelico". Viene così rievocata tutta la ricca dottrina del decreto *Ad Gentes*, sul significato della attività missionaria della Chiesa, sul rispetto del cammino culturale e religioso di ogni popolo e sulla necessità della preparazione dei Missionari. Si tratta di dottrina e indicazioni che, fatti i debiti adattamenti, possono valere anche per la cura pastorale riguardo alla mobilità umana.

In tale prospettiva di Chiesa l'aspetto territoriale non poteva avere più quella rilevanza notata nel Codice del 1917. Già il Concilio Vaticano II aveva dato delle preziose indicazioni, quando era venuto a parlare sia della diocesi che della parrocchia. Di esse non poteva non tener conto il nuovo Codice. La Commissione per la revisione del Codice, indicando i principi direttivi per la riforma del Codice, indicava la necessità di ridimensionare l'elemento territoriale nella circoscrizione delle diocesi e delle parrocchie.

Trascriviamo il n. 8 di tali principi, il quale ha come titolo: *Ordinamento territoriale nella Chiesa*: "Si pone il

problema dell'opportunità o meno di conservare l'esercizio della giurisdizione ecclesiastica con stretta prevalenza della territorialità nell'ordinamento della Chiesa. Dai documenti conciliari sembra doversi dedurre il seguente principio: il fine pastorale della diocesi e il bene di tutta la chiesa cattolica esigono una chiara e conveniente circoscrizione territoriale, cosicché per diritto ordinario sia assicurata l'unità organica di ciascuna diocesi quanto alle persone, agli uffici, agli istituti come in un corpo vivo. D'altra parte, in forza delle esigenze dell'apostolato moderno, sembra che, sia nell'ambito di una nazione o regione, sia all'interno del territorio diocesano stesso, si possa e forse si debba stabilire con un criterio più ampio, almeno per diritto straordinario inserito nel codice stesso, delle unità giurisdizionali destinate a una particolare cura pastorale, di cui ci sono parecchi esempi nella odierna disciplina. Tuttavia si desidera che il futuro codice possa permettere unità giurisdizionali, di cui si è detto, non solo quelle stabilite per speciale indulto apostolico, ma anche quelle che sono state costituite dalla competente autorità territoriale e regionale secondo le esigenze e necessità della cura pastorale del popolo di Dio.

Dato che la questione riveste aspetti diversi, questi principi pare che si possano proporre in conformità con la dottrina del Concilio Vaticano II.



Certamente le chiese particolari oggi non possono essere definite come parti territoriali costituite nella chiesa, ma, secondo quanto dice il decreto *Christus Dominus*, n. 11, ciascuna è "una porzione del popolo di Dio, che è affidata alle cure pastorali del vescovo coadiuvato dal suo presbiterio...". Ma poiché, nel determinare una porzione del popolo di Dio che costituisce una chiesa particolare, il territorio che i cristiani abitano il più delle volte può essere ritenuto un criterio più idoneo, il territorio conserva la sua importanza, non tanto come elemento costitutivo della chiesa particolare, ma come elemento determinativo di una porzione del popolo di Dio, in quanto (con cui) questa chiesa viene definito. Perciò, si può ritenere come regola che questa porzione del popolo di Dio viene determinata dal territorio, ma nulla impedisce che, dove l'utilità lo consiglia, si possano ammettere altri criteri, come il rito dei fedeli o la nazione ecc., per lo meno assieme al territorio, come criteri che determinano una comunità di fedeli" (cfr. EV, 2, n. 1711).



Un commento dettagliato all'intera citazione ci porterebbe troppo lontano. Del resto a noi interessa più da vicino vedere come tale criterio ha operato ed influito nella nuova normativa. Sia permessa tuttavia qualche brevissima annotazione.

1. Il riferimento al Concilio è esplicito. Viene citato il n. 11 del Decreto *Christus Dominus*. Ma si dovrebbe ripercorrere anche tutto il cammino conciliare del n. 18 dello stesso decreto, dove è sintetizzato quanto i Padri conciliari hanno espresso circa la cura pastorale delle persone coinvolte nella mobilità umana. Dagli Atti del Concilio risulta chiarissima l'insistenza dei Padri sulle strutture personali per venire incontro alle esigenze della cura pastorale della mobilità umana. Del

resto l'accento alle strutture già esistenti sembra essere prevalentemente in riferimento alle strutture create nella Chiesa per la cura pastorale di tal genere.

2. Anche se il territorio rimane ancora come principio di ordinamento giuridico nella vita della Chiesa, esso viene ridimensionato di molto e soprattutto subordinato alle esigenze pastorali. Rimane come principio ordinario, ma non più costitutivo: è soltanto determinativo; in ogni caso non è assolutamente un principio esclusivo, in quanto si possono "ammettere altri criteri, dove l'utilità lo consiglia".

3. Va notata però la preoccupazione che anche in tale nuova prospettiva viene sottolineata: assicurare "l'unità organica di ciascuna diocesi quanto alle persone, agli uffici, agli istituti come in un corpo vivo".



Veniamo ora a verificare come tale criterio direttivo ha avuto la sua traduzione nel nuovo Codice di diritto canonico.

Il punto di partenza è la nozione di chiesa particolare. Il can. 368 ci dice che nelle chiese particolari e dalle chiese particolari sussiste la sola e unica Chiesa cattolica. L'espressione è presa quasi alla lettera dal Concilio (LG, 23; AG, 20; SC, 41-42). E' importante la definizione di chiesa particolare in rapporto alla Chiesa universale. Tale

nesso è evidenziato ancora più fortemente nel can. 369, che ci dà la nozione di diocesi, che è in qualche modo l'analogatum princeps, dove più pienamente e più chiaramente si realizza il concetto di chiesa particolare. "La diocesi è la porzione del popolo di Dio che viene affidata alla cura pastorale di un Vescovo con la cooperazione del presbiterio, in modo che, aderendo al suo pastore e da lui riunita nello Spirito Santo mediante il Vangelo e l'Eucaristia, costituisca una Chiesa particolare in cui è veramente presente e operante la Chiesa di Cristo una, santa, cattolica e apostolica" (can. 369).

Non possiamo entrare nella ricchissima teologia contenuta in una formula tanto sintetica, che è presa dal decreto *Christus Dominus*, n. 11. Non possiamo però esimerci dall'evidenziare alcuni punti che hanno un più immediato riferimento al tema di cui stiamo trattando. La diocesi è una comunità di fedeli che si costruisce attorno all'Eucaristia e alla Parola, perciò attorno a Cristo, che si fa appunto Parola e alimento delle membra del suo Corpo, come Pastore sempre presente nella sua Chiesa. E dove Egli è presente non può non essere presente sempre in pienezza (il primo senso di cattolico) e per tutti gli uomini (secondo senso di cattolico). Egli tuttavia è presente in modo sacramentale, nei suoi apostoli, che da Lui hanno ricevuto il mandato e la missione di renderlo presente per annunciare la salvezza a tutti gli uomini e per tutti incorporare al Suo Corpo. L'apostolo, il Vescovo è il garante della continuità e della permanenza del primo evento Cristo con tutti gli altri eventi successivi, dove la prima cena del Signore, che dona la sua vita per amore, viene ripresentata e rivissuta in sua memoria. Così, dove Cristo viene reso presente nella sua Parola e nel dono della sua vita nell'Eucaristia, mediante il ministero del Vescovo, è presente tutto il Cristo per tutti gli uomini, è presente la Chiesa una santa cattolica e apostolica. Paolo VI nella lettera apostolica *Evangelii Nuntiandi* si sofferma diffusamente sul significato della Chiesa particolare e sul suo rapporto con la Chiesa universale. Questa non può essere concepita come una federazione di chiese particolari o una pura astrazione; essa sussiste dalle e nelle chiese particolari; come nelle chiese particolari si manifesta l'unica chiesa di Cristo santa cattolica e apo-

stolica. Questo significa che la chiesa particolare deve avere il respiro e le dimensioni della chiesa cattolica; non consiste in un aggregato sociologico omogeneo; non è una circoscrizione amministrativa burocratica caratterizzata da connotati umani derivanti prevalentemente da aspetti culturali. Ma è il Corpo di Cristo che si fa presente, si localizza in una determinata comunità raccolta in suo nome, attorno al Vescovo-apostolo, nella fede. Ciò che unifica la comunità chiesa particolare e la caratterizza è la presenza di Cristo che tutti accoglie nel suo amore e per tutti dona la sua vita. Così nella Chiesa universale come nella chiesa particolare nessuno deve sentirsi come straniero e come tale essere trattato. Ciò che il Concilio dice della Chiesa nata dalla Pentecoste vale allora per ogni chiesa particolare, se questa vuole essere la concretizzazione, la localizzazione della chiesa universale: "Ma fu nel giorno della Pentecoste che esso (lo Spirito Santo) si effuse sui discepoli, per rimanere con loro in eterno (cfr. Gv 14,16); la Chiesa apparve ufficialmente di fronte alla moltitudine ed ebbe inizio, attraverso la predicazione, la diffusione del Vangelo in mezzo ai pagani; infine fu prefigurata l'unione dei popoli nell'universalità della fede attraverso la Chiesa nella Nuova Alleanza, che in tutte le lingue si esprime e tutte le lingue nell'amore intende e abbraccia, vincendo così la dispersione babelica" (AG, 4).

Così all'interno di ogni chiesa particolare ogni gruppo, con una propria cul-

tura o lingua, deve trovare la propria collocazione e deve essere accolto nel rispetto del patrimonio culturale, nel rispetto reciproco delle proprie tradizioni, culturali e usi legittimi, trovando l'unità ad un livello superiore, nel Cristo e nel suo amore che si dona e invita a fare altrettanto. Di tale unità è segno sensibile il Vescovo-apostolo. Senza di lui non vi è chiesa, non vi può essere alcuna pastorale. Di qui la ricchezza delle espressioni di S. Ignazio di Antiochia: Non datur Ecclesia sine Episcopo. Nihil sine Episcopo.

Se il Vescovo, in quanto successore degli apostoli, è garante della cattolicità della chiesa, in quanto nella sua persona in forza della consacrazione episcopale e della comunione gerarchica, si realizza l'unità tra la missione di Cristo e quella da lui affidata ai suoi apostoli, fino alla fine dei tempi, appartiene prima di tutto all'ufficio episcopale far sì che la chiesa particolare esprima la sua cattolicità. Di fatto il Codice di diritto canonico, nel descrivere l'ufficio pastorale del Vescovo, nella sua triplice dimensione profetica, sacerdotale e regale, non manca di sottolineare tale compito. Ricordiamo in

particolare il can. 383, che vale la pena trascrivere per intero:

Par. 1. Nell'esercizio del suo ufficio di pastore, il Vescovo diocesano si mostri sollecito nei confronti di tutti i fedeli che sono affidati alla sua cura, di qualsiasi età, condizione o nazione, sia di coloro che abitano nel territorio sia di coloro che si trovano temporaneamente, rivolgendosi con animo apostolico verso coloro che per la loro situazione di vita non possono usufruire sufficientemente della cura pastorale ordinaria, come pure verso quelli che si sono allontanati dalla pratica religiosa.

Par. 2. Se ha nella sua diocesi fedeli di rito diverso, provveda alle loro necessità spirituali sia mediante sacerdoti o parroci del medesimo rito, sia mediante un Vicario episcopale.

Par. 3. Abbia un atteggiamento di umanità e di carità nei confronti dei fedeli che non sono nella piena comunione con la Chiesa cattolica, favorendo anche l'ecumenismo, come viene inteso dalla Chiesa.

Par. 4. Consideri affidati a sé nel Signore i non battezzati, affinché risplenda anche per loro la carità di Cristo, di cui il Vescovo deve essere testimone di fronte a tutti".



Di uguale preoccupazione risente il can. 771, quando parla della sollecitudine che i pastori d'anime, "soprattutto i Vescovi e i parroci" debbono avere affinché "la parola di Dio venga annunciata anche a quei fedeli, i quali per la loro condizione di vita non usufruiscono a sufficienza della comune e ordinaria cura pastorale o ne sono totalmente privi" (par. 1). Si tratta di un discorso che va inserito in una visione ampia che comprende semplicemente il significato del ministero pastorale.

Il par. 2 dello stesso canone 771 lo evidenzia: "Provvedano pure che l'annuncio del Vangelo giunga ai non credenti che vivono nel territorio, dal momento che la cura delle anime deve comprendere anche loro, non altrimenti che i fedeli".

Il discorso passa così dalla chiesa particolare-diocesi alla parrocchia e dal Vescovo diocesano al parroco. La presentazione che il Codice fa della parrocchia è nella linea di quella data per la chiesa particolare-diocesi; l'ufficio del parroco viene descritto in analogia con quello del Vescovo. Si tratta di aspetti comuni, non dimenticando però la differenza sostanziale tra chiesa particolare-diocesi e parrocchia e tra ufficio episcopale e ufficio parrocchiale, nel fatto che la parrocchia non è chiesa particolare proprio perché la sua cura non è affidata al Vescovo e il parroco agisce in nome del Vescovo e subordinatamente al Vescovo.

La parrocchia è descritta così, nel can. 515, par. 1, come "una determinata comunità di fedeli che viene costituita stabilmente nell'ambito di una Chiesa particolare, e la cui cura pastorale è affidata, sotto l'autorità del Vescovo diocesano, ad un parroco quale suo proprio pastore". I compiti del parroco sono descritti particolarmente nei canoni 528-529. Nel can. 529, par. 1 è da sottolineare la seguente raccomandazione: "con speciale diligenza sia (il parroco) vicino ai poveri e agli ammalati, agli afflitti, a coloro che sono soli, agli esuli e a tutti coloro che attraversano particolari difficoltà.

Tale discorso di chiara impostazione teologica, che offre nello stesso tempo principi giuridici costituzionali della Chiesa, ha bisogno anche di essere concretizzato con norme giuridiche più precise e dettagliate, che regolino la vita del popolo cristiano. Tali norme però vanno comprese e interpretate proprio alla luce dei principi teologici e giuridici che abbiamo cercato, sia pure brevemente, di indicare.

Così, se, secondo l'interpretazione che abbiamo ascoltata del principio di territorialità, "di regola la porzione del popolo di Dio, che costituisce una diocesi o un'altra Chiesa particolare, sia

circoscritta entro un determinato territorio, in modo da comprendere tutti i fedeli che abitano in quel territorio" (can. 372, par. 1), si prevede anche un'altra possibilità, come è detto nel par. 2 dello stesso can. 372: "Tuttavia, dove a giudizio della suprema autorità della Chiesa, sentite le Conferenze Episcopali interessate, l'utilità lo suggerisca, nello stesso territorio possono essere erette Chiese particolari distinte sulla base del rito dei fedeli o per altri simili motivi". Un linguaggio abbastanza circospetto e prudente, ma anche coraggioso e grandemente innovatore, se si considera che lo stesso Concilio Lateranense IV, che pure aveva indicato la necessità di costituire pastori per i diversi riti o lingue dei fedeli, diceva anche che unico tuttora doveva essere il Vescovo nel territorio, per non correre il rischio di creare un "monstrum" con due teste. Il problema è senza dubbio delicato e va pensato con grande ponderazione. Magià il Concilio Vaticano II vi aveva fatto cenno, per quanto riguarda la mobilità umana.

Nella stessa linea si muove anche l'altra possibilità offerta con la creazione delle Prelature personali, di cui ai canoni 294-297. Di tali prelature aveva parlato il Concilio. Il discorso era stato ripreso nel Motu Proprio *Ecclesiae Sanctae* ed è entrato anche nella istruzione *De Pastoralis Migratorum Cura*. Ora fa parte del Codice di diritto canonico. Non si tratta certo di chiese particolari. Sono però strutture con ampia autonomia, proprio per il fine che esse vengono ad avere, nel caso che siano erette. Il can. 294 così descrive le pre-

lature personali: "Al fine di promuovere un'adeguata distribuzione dei presbiteri o di attuare speciali opere pastorali o missionarie per le diverse regioni o per le diverse categorie sociali, la Sede Apostolica può erigere prelature personali formate da presbiteri e da diaconi del clero secolare, udite le Conferenze Episcopali interessate". Non possiamo entrare in ulteriori precisazioni; ma ancora una volta c'è da sottolineare l'apertura innovativa che tale istituto contiene, anche per la mobilità umana.

All'interno della diocesi, altre strutture che il Codice prevede sono le seguenti: Anzitutto la costituzione di vicarie episcopali, secondo le previsioni del can. 476, che così recita: "Ogni qualvolta lo richieda il buon governo della diocesi, possono essere costituiti dal Vescovo diocesano anche uno o più vicari episcopali; essi hanno la stessa potestà ordinaria che, per diritto universale, a norma dei canoni seguenti, spetta al Vicario generale, o per una parte determinata della diocesi, o per un genere determinato di affari, o in rapporto ai fedeli di un determinato rito o di un ceto determinato di persone".

Ma il mezzo più ordinario sarà la costituzione delle parrocchie personali, di cui al can. 510, che dice: "Come regola generale, la parrocchia sia territoriale, tale cioè che comprenda tutti i fedeli di un determinato territorio; dove però risulti opportuno, vengano costituite parrocchie personali, sulla base del rito, della lingua, della nazionalità dei fedeli appartenenti ad un territorio, oppure sulla base di altre precise motivazioni". Anche qui non si può non rilevare l'apertura innovativa, specialmente se confrontata con il Codice del 1917. Va ricordato come tale apertura innovativa va interpretata alla luce dei principi generali esposti sopra. Va aggiunta qualche delucidazione, per meglio comprenderne la portata. Il linguaggio usato dal Codice è di obbligo "vengano costituite", anche se tale obbligo dipende dal giudizio previo della autorità competente "dove però risulti opportuno". Il criterio della opportunità va desunto dalle fonti, che stanno alla base di tale ca-





none, cioè la costituzione *Exul Familia*, il Concilio Vaticano II, e l'Istruzione *De Pastoralis Migratorum Cura*. Il principio basilare che emerge costantemente da tali documenti è che alle persone coinvolte nella mobilità umana deve essere offerta la stessa cura pastorale che gli indigeni hanno mediante il ministero dei parroci. La struttura normale ordinaria per la cura pastorale dei fedeli è precisamente la parrocchia. Dove la parrocchia territoriale non è in grado di assolvere tale compito, allora si deve ricorrere alla parrocchia personale. Così a quanti sono coinvolti nella mobilità umana e per i quali non è sufficiente ed adatta la cura pastorale ordinaria della parrocchia territoriale, si provveda in altro modo; normalmente con la parrocchia personale.

L'Istruzione *De Pastoralis Migratorum Cura*, dopo aver affermato la varietà di situazioni e quindi la diversità di soluzioni per la cura pastorale della mobilità umana, al n. 33 offre dei criteri operativi molto importanti, indicando le diverse strutture per la cura pastorale dei migranti: parrocchia personale, missione con cura di anime, missione con cura d'anime annessa ad una parrocchia territoriale, e i Cappellani. I criteri offerti per erigere la parrocchia personale sono i seguenti: "Dove sono numerosi i migranti della stessa lingua, che o si sono stabiliti nella zona o vi si avvicendano continuamente, può essere opportuna l'erezione di una parrocchia personale che dovrà essere convenientemente definita dal-

l'Ordinario del luogo" (n. 33,1); mentre per la missione con cura di anime, si legge: "Il Vescovo potrà anche erigere una "Missione con cura d'anime" con un territorio ben definito, soprattutto in quei luoghi in cui i migranti non sono ancora stabili. Una tale missione è prevista per quelle particolari categorie di persone che, per qualsiasi periodo di tempo e per qualsiasi motivo, si trovano colà" (n. 33,2). La missione con cura di anime ha in pratica la stessa struttura della parrocchia personale; come il sacerdote che ne ha la cura è equiparato in tutto al parroco.

Tra le parrocchie personali, può essere significativo anche quanto dice il can. 813: "Il Vescovo diocesano abbia una intensa cura pastorale degli studenti, anche erigendo una parrocchia, o almeno per mezzo di sacerdoti a ciò stabilmente deputati, e provveda che presso le università, anche non cattoliche, ci siano centri universitari cattolici, che offrano un aiuto soprattutto spirituale alla gioventù". Della sensibilità nuova è anche il can. 792: "Le Conferenze Episcopali istituiscano e promuovano opere, per mezzo delle quali coloro che dalle terre di missione si recano nel territorio delle medesime Conferenze per ragioni di lavoro o di studio, siano accolti fraternamente e vengano aiutati con una adeguata cura pastorale".

Un'ultima indicazione, alla quale siamo invitati a riflettere, ci viene data dal can. 568. Tale canone è inserito in un articolo nuovo del Codice: ci viene

presentata e descritta la figura del cappellano. Chi sia il cappellano ci viene detto nel can. 564: "Il cappellano è il sacerdote cui viene affidata in modo stabile la cura pastorale, almeno in parte, di una comunità o di un gruppo particolare di fedeli, e che deve essere esercitata a norma del diritto universale e particolare". Si tratta dunque di un ufficio ecclesiastico, a norma del can. 145. Ha la cura d'anime. Per questo deve essere provvisto di facoltà. Di tali facoltà è segnato solo il limite minimo, mentre non è posto nessun limite massimo. Anzi il can. 566, par. 1, afferma: "E' opportuno che il cappellano sia fornito di tutte le facoltà che richiede una ordinata cura pastorale. Oltre a quelle che vengono concesse dal diritto particolare o da una delega speciale, il cappellano, in forza dell'ufficio, ha la facoltà di udire le confessioni dei fedeli affidati alle sue cure, di predicare loro la parola di Dio, di amministrare loro il Viatico e l'unzione degli infermi, nonché di conferire il sacramento della confermazione a chi tra loro versa in pericolo di morte". Nel par. 2 inoltre leggiamo: "Negli ospedali, nelle carceri e nei viaggi in mare il cappellano ha inoltre la facoltà, esercitabile solo in tali luoghi, di assolvere dalle censure *latae sententiae* non riservate né dichiarate, fermo restando tuttavia il disposto del can. 976". Il cappellano non è un parroco. Però può ricevere tutte le facoltà del parroco. Anzi il diritto in alcuni casi, come risulta dai canoni citati, gli dà più ampia facoltà dello stesso parroco. Può essere dunque un ufficio che si può prestare bene alle esigenze della cura pastorale

della mobilità umana. In tale contesto si colloca precisamente il can. 568: "Per quanto è possibile, siano costituiti dei cappellani per coloro che non possono usufruire, per la loro situazione di vita, della cura ordinaria dei parroci, come gli emigranti, gli esuli, i profughi, i nomadi, i naviganti".

Può essere opportuna, senza entrare nei dettagli, una qualche ulteriore annotazione. Nel canone vengono accomunate le diverse categorie della mobilità umana. Si sa, proprio dai documenti della Chiesa, che esse hanno esigenze pastorali diverse, che vanno di volta in volta valutate concretamente. In ogni caso la figura del cappellano può essere una soluzione buona per le diverse categorie. In tal caso il cappellano deve avere, come è detto nei canoni precedenti, le facoltà necessarie per una pastorale ordinata. Nei suoi documenti, anche recenti, le autorità competenti hanno concesso a tali cappellani particolari facoltà. Si veda l'ultimo documento "Pro Materna". In ogni caso tale canone va letto nel contesto di quanto siamo venuti dicendo fin qui, particolarmente in rapporto alla parrocchia personale. Il can. 568 non intende assolutamente presentare la soluzione migliore ideale per la cura pastorale specifica nella mobilità umana. Se si verificano le condizioni previste dallo stesso Codice o dai documenti della Chiesa per la costituzione di una parrocchia personale o di una missione con cura di anime, ad esse va data la preferenza, in quanto queste sono le strutture ordinarie della Chiesa per la cura pastorale ordinaria e più adatta per i fedeli.

Non possiamo concludere la rassegna dei canoni del nuovo Codice sulla mobilità umana, senza fare cenno ad alcuni altri aspetti, che, anche se di ordine generale, hanno però un riflesso anche nella cura pastorale della mobilità umana, tanto più che riguardano in particolare i sacerdoti, che, nella cura pastorale della mobilità umana hanno sicuramente un posto di rilievo.

Intendiamo parlare di alcuni canoni che fanno riferimento sia ai sacerdoti che ai "christifideles" in genere.

La sottolineatura della apertura della chiesa particolare alla Chiesa universale, in quanto questa sussiste nelle e dalle Chiese particolari, e in queste opera ed è presente l'unica santa cattolica ed apostolica Chiesa di Cristo, porta a trarre alcune conseguenze anche per quanto riguarda la formazione del clero e il significato della appartenenza ad una diocesi. Così il Codice, abolito l'istituto del titolo della ordinazione, nel can. 257, par. 1, ammonisce: "La formazione degli alunni sia impostata in modo che sentano la sollecitudine non solo della Chiesa particolare al servizio della quale sono incardinati, ma anche della Chiesa universale e in modo che si dimostrino pronti a dedicarsi alle Chiese particolari in cui urgano gravi necessità". Ed a proposito del trasferimento di un chierico da una diocesi ad un'altra, il can. 271, par. 1, invita a tenere presente la dimensione di cattolicità della Chiesa particolare, quando dà la seguente direttiva: "Al di fuori di una situazione di vera necessità per la propria Chiesa particolare, il Vescovo diocesano non neghi la licenza di trasferirsi ai chierici che sappia preparati e ritenga idonei ad andare in regioni afflitte da grave scarsità di clero, per esercitarvi il ministero sacro; provveda però che mediante una convenzione scritta con il Vescovo diocesano del luogo a cui sono diretti, vengano definiti diritti e doveri dei chierici in questione". La direttiva può essere applicata senza forzature anche alle esigenze della pastorale della mobilità umana. Opportunamente il Codice sottolinea anche la necessità di una adeguata preparazione, sia nel canone appena citato, come pure nel paragrafo secondo del can. 257, dove leggiamo: "Il vescovo diocesano abbia cura che i chierici che hanno intenzione di trasferirsi dalla propria ad una Chiesa particolare di un'altra regione, siano preparati convenientemente ad esercitarvi il ministero sacro, che imparino cioè la lingua della regione, abbiano conoscenza delle sue istituzioni, delle condizioni sociali, degli usi e delle consuetudini".

Per quanto riguarda i canoni che si riferiscono ai "christifideles" in genere, andrebbero ricordati tutti quelli che sottolineano la responsabilità che il cristiano ha di collaborare alla missione della Chiesa, proprio in forza del battesimo. Ci limitiamo a citare i canoni 204 e 208 e, in genere, tutti i canoni che elencano lo statuto dei diritti e doveri dei fedeli nella Chiesa. In forza del battesimo essi sono inseriti nella Chiesa e incorporati a Cristo e quindi partecipi del suo triplice ufficio sacerdotale, regale e profetico e quindi responsabili, ciascuno a modo proprio, della missione della Chiesa stessa. A tale proposito va ricordato l'ammonimento del can. 275, par. 2: "I chierici riconoscano e promuovano la missione che i laici, secondo la loro specifica condizione, esercitano nella Chiesa e nel mondo". In tale linea potremmo proseguire la nostra ricerca ed analisi all'interno del Codice. Ma è tempo di fermarci. Gli elementi che abbiamo colti offrono spunti ricchi per la riflessione e per una impostazione della pastorale della mobilità umana. Possiamo raccogliere i punti salienti come segue:

1. Nel Codice viene affermato il principio di una pastorale specifica della mobilità umana.
2. Tale pastorale ha nel Codice oltre che l'affermazione di principio anche il supporto di adeguate strutture pastorali, particolarmente nella parrocchia personale.
3. Normalmente tale pastorale va esercitata all'interno di una Chiesa particolare, che deve manifestare la sua dimensione di universalità proprio con una particolare attenzione alle esigenze delle categorie più bisognose di assistenza, come quelle coinvolte nella mobilità umana.
4. In tale pastorale un ruolo particolare è svolto sicuramente dal sacerdote; ma vi deve essere coinvolto tutto il popolo di Dio, in tutte le sue componenti. Andrebbe sottolineato il particolare ruolo anche degli istituti di vita consacrata.
5. Tale pastorale va fatta in comunione con il Vescovo. A lui anzi spetta la maggiore responsabilità e l'iniziativa, proprio per il suo ufficio di Pastore della diocesi, successore degli apostoli e garante della cattolicità ed apostolicità dell'azione pastorale.

Esposta per sommi capi la pastorale della mobilità umana quale si può desumere dal nuovo Codice, ci si può domandare quali siano le fonti dalle quali il Codice ha tratto le sue direttive. La prima risposta, ovvia e fondamentale, è senza dubbio l'ecclesiologia del Vaticano II. Tale risposta anche se scontata è di estrema importanza. E' da tale ecclesiologia che vanno lette e interpretate le norme. E' proprio dall'ecclesiologia che esse hanno tutta la loro serietà.

Se si guardano tuttavia le singole norme non si fa fatica a ritrovare in esse le direttive della costituzione *Exsul Familia*, della Istruzione *De Pastoralis Migratorum Cura*, della lettera *La Chiesa e la Mobilità umana*, come pure del direttorio *Peregrinans in Terra* e del Decreto della Pontificia Commissione per le migrazioni e il turismo "Pro Materna", come pure di tanti altri interventi del magistero, particolarmente dei discorsi del Papa.

E' vero però che di tutti questi documenti soltanto una minima parte è stata accolta esplicitamente dal Codice. Questo non fa meraviglia e non poteva essere diversamente. Trattandosi di un Codice fa meraviglia anzi che sia stata dedicata tanta attenzione alla mobilità umana. Ma più che alla quantità delle norme si deve guardare al discorso nuovo che il Codice fa e ai principi ecclesiologici con i quali tale discorso è sostenuto. Qui precisamente abbiamo la novità di rilievo, davanti alla quale tutti sono chiamati a confrontarsi, e primi tra tutti gli Ordinari locali, come i principali e primi responsabili della pastorale nella loro diocesi. Ma poi via via tutti coloro che hanno alla pastorale della mobilità umana dedicata la loro vita. La sensibilità che anche con il nuovo Codice la Chiesa ha dimostrata in questo settore deve essere per tutti motivo di incoraggiamento per proseguire con rinnovato impegno nella propria dedizione alla pastorale della mobilità umana, convinti che nel pellegrino esule noi abbiamo un'immagine della Chiesa in cammino e pellegrinante e noi incontriamo Cristo stesso: ero pellegrino e voi mi avete accolto!

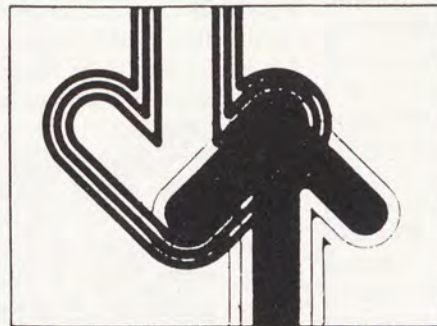
Velasio De Paolis

novità editoriali CSER

Daniel Kubat, ed.

the Politics of Return

International
Return Migration
in Europe



centro studi emigrazione · roma
center for migration studies · new york

D. Kubat (ed.), *The politics of return. International return migration in Europe*. 1984, xii-369 p. L. 19.000.

Per ordinazioni rivolgersi a:
CSER, via Dandolo 58 - 00153 Roma

Per versamenti utilizzare:
contrassegno fattura
c.c.p. 57678005 intestato a Centro
Studi Emigrazione - Roma.

COMMEMORAZIONE DEI PROFUGHI KENIOTI GETTATI A MARE DALLA NAVE GRECA

SPUNTI DI RIFLESSIONE

Introduzione del Parroco di S. Maria in Trastevere

Oggi, festa del Corpus Domini, siamo esortati a porre davanti ai nostri occhi il corpo di Gesù: lo ha dato tutto - sino all'effusione del sangue - per tutti. Per questo Dio lo ha resuscitato. Tuttavia su quel corpo resuscitato ci sono ancora i segni dei chiodi, come scrivono i Vangeli. Ma alcune di quelle ferite sanguinano ancora. Oggi vogliamo ricordare una ferita che resta aperta: la morte di alcuni profughi Kenioti gettati barbaramente in mare. Li ricordiamo al Signore in questa basilica che era la Chiesa dell'antico porto di Roma; e vogliamo che sia ancora la basilica dell'accoglienza particolarmente per i poveri; così vogliamo ridare il senso a queste mura. L'abbraccio di Gesù a Maria - singolare unica scena pittorica - è l'abbraccio del Signore e della sua Chiesa a tutti coloro che hanno bisogno.

Come molti di voi ricordano, in marzo il capitano di una nave greca gettò in mare 11 clandestini del Kenia. Tale genere orrendo di crimine, purtroppo è ormai certo, non è un fatto isolato. E non può non farci riflettere sulla generale situazione in cui versano i profughi del Terzo mondo. E' facile immaginare il perché quel gruppo di africani abbia tentato di raggiungere in modo clandestino l'Europa: dietro a sé lasciavano la miseria, la siccità, la fame; davanti a loro c'era il miraggio di una

Europa ricca e sprecona. La memoria di questi nostri fratelli uccisi e di tutti quegli altri di cui non abbiamo notizia ma morti nello stesso modo, spinge tutti noi anzitutto ad una maggiore conoscenza e comprensione delle condizioni di vita e di lavoro, estremamente dure, dei lavoratori del mare, ove molti clandestini restano sfruttati. La mancanza di sicurezza - molto minore che per gli altri mezzi di trasporto: auto e aereo - e l'assenza di tutela, specie per i marittimi del Terzo Mondo, contraddistinguono la loro esistenza.

Vogliamo, inoltre, ricordare la condizione degli 800.000 immigrati stranieri presenti in Italia, di cui 100.000 a Roma. L'80 per cento di essi sono clandestini, entrati in Italia per le vie più diverse. Riflettendo su questo problema non possiamo dimenticare che dall'inizio del secolo ben 20 milioni di Italiani hanno vissuto questa durissima realtà. L'attuale condizione di emarginazione e sfruttamento di questi immigrati è facilitata dal vuoto legislativo in materia che si collega ad un crescente e diffuso disinteresse verso gli stranieri. Per fare un solo esempio, in campo legislativo, in Italia unicamente agli stranieri europei è riservato il riconoscimento dello status di rifugiati politici; per gli altri rifugiati, ad esempio quelli del Terzo mondo, c'è l'espulsione dalle frontiere nazionali. In molti ormai auspicano che l'Italia abolisca la "riserva geografica" con cui ha aderito alla convenzione internazionale per i profughi del 1951 e conceda di-

Riportiamo di seguito gli interventi di Don Paglia, parroco di S. Maria in Trastevere, e Mons. P. Tzadua, vescovo di Addis Abeba, pronunciati in occasione della Messa di suffragio celebrata per i profughi kenioti gettati in mare da un capitano greco perché clandestini.

Il problema dei profughi e degli emigrati in situazione irregolare ha sempre attirato l'attenzione della Chiesa e degli uomini di buona volontà che coraggiosamente denunciano simili episodi che non sono né unici né rari.

ritto di asilo a qualsiasi "straniero al quale sia impedito nel suo paese l'effettivo esercizio delle libertà democratiche garantite dalla Costituzione italiana" (art. 10), come del resto ha già fatto in casi particolari.

Fratelli e sorelle, lo spirito che deve guidare la comunità cristiana nei confronti degli immigrati è sancito dalla Scrittura: "Il forestiero tra di voi lo tratterete come colui che è nato tra di voi; tu l'amerai come te stesso, perché anche voi siete stati forestieri nel paese di Egitto" (Lev. 19,34). E il nostro vescovo, il papa Giovanni Paolo II, in questi giorni ha solennemente ribadito: "Ovunque un uomo soffre là ci deve essere la Chiesa al suo fianco". E' la storia evangelica del Buon Samaritano: lui straniero cura un altro straniero, portandolo in albergo. E allora lasciate che veda il futuro della città di Roma sulla scia dell'albergo evangelico che sa accogliere tutti. Solo così Roma potrà diventare una città umana. L'accoglienza ai poveri, ai deboli, ai bisognosi e il dialogo con gli uomini di tutte le culture e le fedi religiose sono la sfida oggi e degli anni prossimi alla comunità cristiana di Roma e agli uomini di buona volontà. Non possiamo non fare nostre le parole del card. Poletti: "Il problema dell'accoglienza è una nuova espressione della giustizia sociale... è un problema di stima e di reciproca accettazione... è un problema nuovo che richiede mentalità nuova, coraggio e inventive nuove".

Omelia di Mons. P. Tzadua, Vescovo di Addis Abeba

E' un piacere per me trovarmi qui oggi e partecipare a questa celebrazione liturgica in cui si commemora il Santissimo Corpo e Sangue di Cristo o in altri termini la festa del Corpus Domini.

Siamo radunati qui in assemblea di fede e di preghiera e celebriamo e commemoriamo il mistero dell'Eucaristia, mistero che aduna tutti i credenti senza nessuna distinzione di razza e di colore avendo un unico e comune denominatore che è Cristo. Siamo radunati attorno a un'unica mensa dove è imbandito il Corpo e il Sangue di Cristo cibo di vita eterna offerto per tutti. Qui aleggia quindi un'atmosfera di fede, un'atmosfera divina, soprannaturale.

Questa celebrazione oltre che commemorare il mistero dell'Eucaristia, il simbolo e il centro di unità dell'umanità redenta in atto e in potenza, ha pure per sfondo un problema di attualità, vale a dire, il problema o la realtà dei profughi che in altri termini sono anche chiamati rifugiati, immigrati, spaesati. Questi infatti sono parte di quella umanità che ha il centro della sua unità nell'Eucaristia, fanno quindi parte in atto o in potenza del Corpo mistico di Cristo. Sono la parte dolente di questo Corpo, poiché il loro problema e la loro realtà è un problema o un fenomeno cruciale del nostro tempo, e che riveste una drammaticità unica nel suo genere. Il profugo o il rifugiato ha sempre dietro di sé una storia drammatica. Profugo fu o uno stato di profugo ebbe il popolo di Israele il quale peregrinò per quaranta anni in quel "deserto grande e spaventoso, luogo di serpenti velenosi e scorpioni, terra assetata, senz'acqua" come abbiamo sentito nella prima lettura di oggi. Ciò era per sfuggire alla tirannide di Faraone. Profugo fu Abramo, quando Dio gli ordinò di lasciare il suo paese, la sua patria, la casa di suo

padre e Abramo partì senza sapere dove andava. Non aveva certamente piacere di lasciare la sua patria e la casa di suo padre, ma Abramo fece ciò per obbedire a Dio.

Profugo fu anche Cristo quando dovette lasciare la sua patria per rifugiarsi in Egitto perché Erode cercava di ucciderlo. Lo stesso del profugo dei nostri giorni. Spesso la sua terra d'origine è una terra arida e povera e non gli dà il pane quotidiano per sfamarsi. Spinto quindi dalla fame e dai disagi che ne conseguono lascia la sua terra in cerca di pane da acquistare col lavoro. Altre volte è un perseguitato politico, esiste un vero rischio per la sua vita e lascia quindi la sua patria per salvare la vita. Per fame o per insicurezza per la vita, il profugo parte e lascia la sua terra senza sapere dove va con l'unico miraggio e speranza che possa trovare una sorte migliore altrove. Una volta lasciata la terra di origine, attraverso peripezie, pericoli e disagi di ogni genere che gli costano anche la vita, varca il confine di un altro paese. Ma spesso il paese dove approda attraversando i suoi confini lo considera come straniero, un intruso perciò emarginato e boicottato. Ma è giusto tutto questo? Certo che secondo il linguaggio e la concezione puramente umana, secondo le leggi umane tale elemento è uno straniero, un intruso perché ha una nazionalità diversa, proviene da un altro paese che ha i suoi confini delimitati. Ma che cosa ci dice la nostra coscienza civile? Non c'è dubbio che la nostra coscienza civile non avallerà un atteggiamento di indifferenza di fronte a un problema umano così triste e toccante quale è il problema del profugo, un essere umano meritevole della massima attenzione e ciò senza fare discriminazioni di razza e di provenienza.

Se si parla poi in termini di fede o di coscienza cristiana cosa era il piano di Dio nel creare la terra e l'uomo per abitarla? Dio ha creato la terra per gli uomini. Qualunque uomo in qualunque parte della terra si trovi non dovrebbe pertanto considerarsi come

straniero o come un intruso, ma dovrebbe sentirsi in casa propria. E' la stretta ed egoistica visione degli uomini corrotta dal peccato, che ha inventato i confini. La nazionalità, i compartimenti stagni sono creazioni umane. Dio ha dato la terra a tutti gli uomini e gli uomini sono tutti figli di Dio e fratelli tra di loro nell'unica paternità di Dio. Ecco allora quale ingiustizia e quale torto si commette quando il profugo o il rifugiato è trattato come uno straniero non meritevole di nessuna compassione e comprensione; mentre è un fratello che soffre e che ha bisogno di aiuto e di assistenza.

Ma fortunatamente si deve anche prendere atto di quelle iniziative intraprese e sostenute da enti civili e da associazioni ed enti religiosi che si adoperano per aiutare i profughi e rifugiati e per alleviare le loro sofferenze e i loro disagi. Tutti mettono in pratica le parole del Vangelo; "ho avuto fame e mi avete dato da mangiare, ho avuto sete e mi avete dato da bere, ero forestiero e mi avete ospitato".

Qui a Roma ce ne sono molti di questi centri che aiutano e assistono con squisita carità i profughi che vengono da tutte le parti; e permettetemi di dire che non può essere altrimenti poiché voi qui di Roma avete il privilegio di attingere direttamente dalle sorgenti del Magistero della Chiesa proclamato dai Sommi Pontefici, di quel Magistero cioè che è di perenne validità e che insegna la pace e la carità tra i popoli, la fratellanza universale dei popoli, la disponibilità verso il fratello bisognoso. Quindi noblesse oblige.

Si parla spesso del primo e del terzo mondo; si parla dei loro rapporti non sempre basati sulla giustizia. Qui con la realtà dei profughi, dei rifugiati e degli immigrati che arrivano specialmente dal terzo mondo avete davanti, sebbene ridotte ai minimi termini, le difficoltà e i problemi che assillano il terzo mondo. Voi siete quelli del primo mondo, la società sviluppata, indu-

strializzata, la società del benessere. Avete tutti i diritti di avere il benessere perché è un benessere acquistato col vostro lavoro e col vostro sudore; ma è bene che ricordiate che avete alle porte delle vostre case quel bisognoso e nel nostro caso il profugo che non sa come sfamarsi, che non sa dove posare la testa durante la notte, che soffre di molte privazioni. Siate quindi sensibili alle sofferenze materiali e morali di chi si trova sperduto e indifeso...

Una parola a coloro che come profughi e rifugiati si trovano qui ospitati; siate

degni dell'aiuto e dell'assistenza che ricevete. Rispettate le autorità e le leggi del paese che vi ospita; comportatevi da persone oneste. Se al popolo che vi ospita si inculca il dovere cristiano di assistervi nelle vostre necessità a voi resta l'obbligo di un comportamento onesto e leale nei confronti di questo popolo...

Mi sia concesso infine di approfittare di questa occasione per ringraziare tutti coloro che si sono adoperati e si adoperano per aiutare ed assistere i profughi e i rifugiati che provengono dall'Etiopia.

Si avvertono i Signori lettori che non avessero ancora rinnovato l'abbonamento di farlo al più presto, altrimenti ci vedremo costretti a sospendere l'invio della rivista.

Dossier Europa: Emigrazione

Abbonamento **1984** Italia L. 18.000
Estero L. 20.000

ccp 57678005 — intestato a CSER - Via Calandrelli
11 - 00153 Roma

Studi Emigrazione/Etudes Migrations: rivista trimestrale di studi storici, sociologici, demografici, legislativi sull'emigrazione.

Abbonamento **1984** Italia L. 24.000
Estero L. 28.000

CRONACHE DELL'EMIGRAZIONE

CONVEGNI - INCONTRI - DIBATTITI

Gennaio

Milano 7-8: la fondazione Franco Verga in occasione della 4ª giornata del migrante ha organizzato un seminario sull'"Emigrazione oggi, come uscire dalla crisi? Problemi e proposte". I lavori introdotti dal presidente della fondazione hanno affrontato i temi di attualità all'interno del fenomeno migratorio quali quello della "nuova emigrazione" con destinazione Africa e America latina, che nell'82 ha registrato un notevole incremento rispetto all'emigrazione tradizionale diretta in Australia ed USA.

S. Giustina Bellunese (Belluno) 13-14: presso il centro Papa Luciani si è tenuto un seminario sul tema "Crisi e prospettive dell'Europa" a cura della delegazione del Triveneto dell'UCEI con il patrocinio della CEE. Il seminario ha incentrato i lavori sugli interventi dell'euro-parlamentare Colleselli e del direttore dell'UCEI Ridolfi e si è concluso con un dibattito da cui è emerso un documento in cui si auspica una maggiore collaborazione fra i popoli.

Roma: si è svolto il 5° incontro dell'UCEI con i cappellani che prestano opera pastorale nei confronti dei loro connazionali immigrati in Italia ed ospiti nei campi profughi di Latina e Capua. Sono stati esaminati i problemi dei campi profughi, oggetto di successivi contatti con le autorità competenti.

Roma 26: l'Istituto Santi ha promosso un convegno su "L'Immigrazione straniera in Italia e le politiche di cooperazione con i paesi emergenti: due aspetti di un solo problema". L'incontro è stato finalizzato alla verifica dei risultati di una ricerca realizzata per conto del Ministero del Lavoro, privilegiando l'aspetto relativo alle possibilità di rientro programmato nel quadro di una politica di cooperazione socio-economica. La ricerca ha puntualizzato le modalità di intervento necessarie ad impostare progetti di cooperazione economica con paesi come l'Egitto, il Marocco, Tunisia e Algeria e si è inoltre individuato il tipo di formazione professionale necessaria. La ricerca ha inoltre formato oggetto di analisi in un convegno tenutosi a Venezia nel mese di aprile, organizzato dalla direzione del PSI e dall'Unione dei partiti socialisti della Comunità Europea sul tema "l'Europa e i paesi del Terzo mondo".

Febbraio

Bruxelles 31 gennaio-Parigi 1 febbraio: a cura dell'Ambasciata d'Italia e sotto gli auspici del Ministero degli Esteri e dell'INPS si sono tenuti incontri per realizzare, limitatamente ad alcuni tra i paesi della Comunità, ove è maggiore la concentrazione di connazionali pensionati, "centri regionali di informazione" dotati di terminali per la ricostruzione delle carriere assicurative degli emigrati.

Euroilido di Falerna (Catanzaro) 4-5: l'ANEA ha celebrato il suo secondo congresso cui hanno aderito persone provenienti dalle 17 sezioni ANEA del catanzarese e del cosentino. Il tema ha riguardato l'emigrazione calabrese e la sua cultura all'esodo e al rientro. Si è molto discusso sull'organizzazione calabrese all'estero di cui si sottolinea

la fedeltà ai valori della propria cultura e l'impatto del rientro per l'aspirazione ad una società locale più aperta e più impegnata.

Roma 8-9-10: indetta dal PCI si è tenuta la Conferenza nazionale dell'emigrazione per recuperare la questione dell'emigrazione nel più ampio quadro dei problemi nazionali e per vagliare inadempienze e proposte operative. Ricca di comunicazioni sui temi più importanti la conferenza ha chiesto al governo la convocazione di una seconda conferenza nazionale per l'emigrazione.

Roma: la federazione romana del PCI ha indetto un incontro sugli immigrati stranieri a Roma e nel Lazio per discutere iniziative e proposte e per avviare a soluzione i problemi posti dalla loro presenza.

Dusseldorf-Stoccarda: il patronato INAS-CISL ha predisposto una serie di incontri con esponenti di rilievo del sindacato tedesco. I temi hanno riguardato la situazione dei lavoratori italiani immigrati in Germania in termini di occupazione e diritti sociali. Gli incontri hanno previsto un particolare seminario sulla sicurezza sociale in cui sono state esaminate le recenti disposizioni in materia di previdenza e assistenza sociale entrate in vigore il 1° gennaio nella RFT.

Roma: si è avuto un incontro tra i cinque organismi della Conferenza Episcopale italiana più direttamente interessati ai problemi degli immigrati esteri: Pastorale del lavoro, UCEI, Caritas ecc. Scopo della riunione è stato quello di programmare l'azione dell'84 e sono stati decisi incontri nelle tre aree italiane Nord, Centro e Sud per discutere con i rappresentanti delle diocesi i problemi degli immigrati.

Sicilia 10-12: "Rientro degli emigrati. Inserimento dei loro figli nella scuola italiana e valorizzazione dell'intercultura" è il tema dei dibattiti indetti dall'Istituto Santi in varie località della regione per riflettere sulle esperienze realizzate dagli insegnanti delle scuole elementari medie e superiori per il reinserimento scolastico dei ragazzi italiani che rientrano dall'estero.

Soletta (Svizzera) 20-21: si è avuto un incontro bilaterale tra Commissioni episcopali per le migrazioni di Svizzera e Italia. L'incontro fa seguito a quello tenuto a Milano nell'ottobre del '74 ed è stato finalizzato al confronto sui problemi di comune interesse. Oggetto di analisi sono stati il futuro delle missioni cattoliche in Svizzera, l'attività dei sacerdoti di emigrazione e l'aggiornamento delle strutture pastorali per gli emigrati.

Roma 25: durante i lavori del XVI congresso nazionale della DC, segretario Ciriaco De Mita ha affrontato il problema dell'emigrazione, verso cui il partito ha presentato non pochi ritardi da recuperare al fine di ristabilire un rapporto più incisivo. Nel corso del congresso, e, richiamando le elezioni europee di giugno, è stato chiesto che la DC assuma precisi impegni ed elabori una politica in grado di reinserire l'emigrazione all'interno della più ampia questione dei rapporti Nord-Sud, per attenuare il divario fra le due aree.

Marzo

Zurigo 10: l'ENFAP, Ente Nazionale Formazione e Addestramento Professionale della UIL, ha organizzato un convegno sul tema "Mercato del lavoro e manodopera straniera in Svizzera negli anni 80". Gli obiettivi della riunione sono stati l'esame delle tendenze economico-politiche della Svizzera in rapporto all'emigrazione; l'impatto delle nuove tecnologie sul mercato del lavoro locale e le conseguenze sulla manodopera straniera. Si è inteso in particolare individuare proposte operative atte a salvaguardare identità culturale, processi di integrazione e soprattutto favorire un corretto inserimento dell'emigrazione nel mercato del lavoro svizzero.

Roma 16-18: si è svolto il VII Congresso nazionale della FILEF sul tema "Le migrazioni nell'attuale crisi internazionale: unità per la pace, il disarmo, il lavoro, la parità e la comprensione tra i popoli" (Vedi Dossier Europa emigrazione, n. 5).

Teramo 24: si è tenuto il Convegno ANFE sul tema "L'emigrazione di rientro oggi". Il convegno, organizzato d'intesa fra la delegazione regionale e il comitato provinciale, ha rappresentato un momento di analisi e riflessione sul fenomeno emigratorio in Italia segnato dalla presenza massiccia di immigrati stranieri. Al convegno è emersa l'esigenza di non incoraggiare i rientri degli emigrati e si è insistito sull'opportunità di agevolare quanto più possibile l'inserimento nelle comunità di accoglienza. Dalle numerose testimonianze è emerso infatti che il rientro rappresenta una seconda emigrazione, più amara della prima, sia per i problemi occupazionali che abitativi.

Bedford 25: su iniziativa dell'UPE (Unione Pugliese Emigrati) e in collaborazione con le ACLI-Puglie si è tenuto il primo convegno nazionale dei pugliesi emigrati in Inghilterra. Si è parlato dei 25 mila emigrati inseriti nell'agricoltura, nel terziario e piccole e medie imprese. La relazione, tenuta

dal presidente dell'UPE, ha trattato i punti più salienti della legge regionale n. 65 del '79 fornendo un'ampia informazione sugli interventi finanziari connessi ad essa, quali il contributo per l'acquisto della casa in Puglia, i contributi per gli emigrati che, rientrando, si dedicano alle attività agricole, artigianali e turistiche.

Pordenone: l'Istituto regionale di studi europei del Friuli-Venezia Giulia (IRSE), che opera per un'azione di sensibilizzazione ai problemi socio-politici dell'integrazione, ha organizzato una serie di incontri sul tema "Politica sociale, lavoro ed emigrazione in Europa e nel Friuli-Venezia Giulia". Una serie nutrita di relazioni sul diritto sindacale, formazione professionale e impiego, integrazione e rientro hanno arricchito le tematiche.

Aprile

Bruxelles 3-4: la Federeuropa ha organizzato, in collegamento con la presidenza della FUSIE, un seminario di informazione sulle elezioni europee di giugno. La relazione "Il progetto di trattato dell'Unione europea: quale accoglienza da parte dei parlamenti nazionali" e l'altra sulla legge elettorale europea sono state lo strumento ba-



se del dibattito. E' stata un'occasione per i gruppi politici europei di presentare i loro programmi.

Il 4 e 5, sempre a Bruxelles, si è tenuta l'assemblea statutaria della Federeuropa, che ha proceduto al rinnovo delle cariche statutarie e ad alcune revisioni regolamentari. Inoltre l'assemblea ha deciso la costituzione di 3 gruppi operativi su argomenti specifici: i problemi della pubblicità per la stampa in Europa; la problematica delle indagini da svolgere nelle collettività in Europa; i problemi delle comunità emigrate. E' stato fra l'altro festeggiato Padre Umberto Marin che ha contribuito per un ventennio alla stampa di emigrazione in Europa.

Tubingen: si è tenuto un incontro presso l'Università di Tubingen su "La situazione dell'insegnamento dell'italiano nei ginnasi del Baden Württemberg", promosso dall'Istituto di Cultura di Stoccarda e dal prof. Nolte della citata Università, per affrontare le prospettive di un migliore inserimento della lingua italiana nelle strutture delle scuole secondarie del Baden Württemberg. E' stato auspicato un maggiore riconoscimento dell'italiano come lingua straniera con pari dignità delle altre lingue, sia per rispondere ad una crescente domanda di cultura italiana, sia perché l'italiano fa parte della cultura tedesca data la presenza dei nostri emigrati.

Roma 6: "L'UNAIE per l'Europa dei popoli nella solidarietà, nella giustizia sociale, nella pace", è il tema dell'assemblea nazionale dell'UNAIE, cui hanno partecipato i presidenti delle associazioni regionali e provinciali (Vedi Dossier Europa emigrazione, n. 5).

Capiago (Como) 30 aprile-4 maggio: i missionari che svolgono la loro attività in Svizzera si sono riuniti per discutere il tema "Le missioni cattoliche italiane nella chiesa locale: realtà e prospettive". L'interrogativo di fondo è la funzione delle missioni nazionali e il loro futuro. Si è sostanzialmente ribadito che le missioni linguistiche sono un punto di raccordo fondamentale fra gli emigrati e la chiesa locale.

Maggio

Roma: nella sala-congressi dell'Hotel Parco dei Principi si è tenuto il congresso dell'AITEF, l'Associazione Italiana per la Tutela degli Emigrati e Famiglie che si richiama al PSDI. I lavori sono stati aperti dalla relazione del presidente dell'associazione, che ha rilevato l'esigenza di aggregare le forze politiche e sociali per superare i problemi della disoccupazione. Ha fatto seguito l'intervento del segretario generale, Giovanni Ortu, che ha affrontato il tema delle violazioni dei diritti civili e politici in paesi a forte emigrazione italiana e ha chiesto al governo di promuovere azioni incisive per la difesa dei nostri emigrati.

Firenze 5: indetto dalla FILEF regionale con il patrocinio della regione Toscana e la collaborazione della provincia di Firenze, si è tenuto un convegno sul tema "L'immigrazione in Toscana: problemi e prospettive". Il programma ha previsto numerose comunicazioni su problemi generali quali: il mercato del lavoro e l'immigrazione; aspetti previdenziali e assistenziali dei lavoratori stranieri; problemi linguistici e scolastici connessi al fenomeno.

Stoccolma 5-6: si è tenuta l'assemblea annuale della FAIS, la Federazione che raccoglie tutti i circoli e le associazioni locali degli emigrati italiani in Svezia. Sono stati affrontati i vari aspetti attuativi della convenzione di sicurezza sociale tra l'Italia e la Svezia con particolare riguardo al trasferimento delle pensioni di coloro che rientrano in Italia.

Thun (Bern) 25-27: "Gli emigrati: i primi cittadini europei", "I giovani nell'Europa unita", sono i temi che hanno animato il convegno e le manifestazioni indette dalla Democrazia Cristiana in Svizzera. Lo scopo del convegno è quello di dare risalto ai problemi e alle esigenze dei giovani della seconda generazione, per sensibilizzarli a partecipare al voto europeo.

Pordenone 26: si è chiusa con una tavola rotonda sulle "prospettive della politica sociale europea e del Friuli-Venezia Giulia" la serie di incontri organizzati dall'Istituto regionale di studi europei (IRSE). I temi su cui si è insistito hanno riguardato il rapporto fra disoccupazione e problematica emigratoria nel contesto europeo con particolare riguardo alle questioni della nostra emigrazione. Si è riaffermata l'urgenza di vagliare il fenomeno sia sul piano umano sia sul piano politico perché ai diritti sociali siano associati quelli civico-politici.

Giugno

Roma 6: indetta una conferenza stampa per illustrare le caratteristiche salienti dell'Istituto Santi su tre ordini di problemi: la seconda generazione italiana in emigrazione; il reinserimento produttivo dell'emigrazione di ritorno; gli immigrati nel nostro paese. Il presidente dell'associazione, Carlo Ripa di Meana, ha segnalato le principali indicazioni emerse dall'attività dell'Istituto.

Wiesbaden: l'ITAL-UIL, d'intesa con il DGB, ha organizzato un convegno sul tema "per la difesa dei diritti degli emigrati in Europa". L'incontro è stato finalizzato a 2 obiettivi: sottolineare la necessità di una politica comunitaria per l'emigrazione in alternativa ai provvedimenti protezionistici e anti stranieri dei singoli Stati; puntualizzare gli elementi fondamentali di questa politica ricercando un impegno comune delle forze sindacali e progressiste dei paesi di immigrazione ed emigrazione. Il convegno conclude riflettendo sull'opportunità di costruire un'Europa unita entro cui risolvere gradualmente i problemi di 12 milioni di immigrati.

Lucerna 18: nel quadro di un servizio religioso della parola è avvenuta l'incontro di Giovanni Paolo VI con gli operai stranieri in Svizzera. All'incontro hanno partecipato rappresentanti delle chiese di partenza. In sintesi il Pontefice ha ricordato che nell'emigra-

zione c'è attesa di giustizia e di rispetto dei diritti umani e ha ricordato la necessità di superare i pregiudizi che coinvolgono sia il fronte degli autoctoni nella richiesta agli immigrati di adeguarsi totalmente agli usi e costumi locali sia gli immigrati stessi che ignorano le abitudini del posto. Ha insistito infine sulle particolari condizioni dell'emigrazione attuale che vede sempre più in forse il posto di lavoro.

REGIONI

Emilia-Romagna

Rimini 11-13 maggio: si è tenuta la I Conferenza regionale dell'emigrazione, articolata in due fasi: dibattito generale e lavori di gruppo su temi e aspetti dell'emigrazione ed immigrazione. Sono state inoltre dibattuti i risultati delle indagini sui flussi migratori, con particolare riguardo all'indagine relativa alla costituzione dell'anagrafe degli stranieri presenti nella regione.

Campania

(marzo): in applicazione della legge regionale 10/84 sono stati preannunciati dall'assessore regionale Pietro Lagnese, l'insediamento della Consulta regionale, la costituzione dell'anagrafe per gli emigrati e gli immigrati ed una serie di programmi comuni con altre regioni per i figli degli emigrati all'estero, ed infine un accordo d'intesa con gli istituti bancari della regione per razionalizzare il regime delle rimesse in ordine ai tassi di cambio e alla efficienza dei servizi. E' stata dedicata inoltre attenzione all'emigrazione di ritorno, prevedendo contributi per il trasporto di macchinari e per le cooperative di produzione e lavoro.

Basilicata

(aprile): il comitato della consulta regionale dell'emigrazione della Basilicata ha avuto un incontro con la presidenza del Consiglio regionale per un esame delle proposte di legge sulla

emigrazione e il vaglio del programma di attività promozionali all'estero per l'84. Durante l'incontro il comitato ha chiesto: la modifica della legge 13/81 per l'istituzione del fondo regionale per l'emigrazione; lo sviluppo dell'associazionismo e il potenziamento del servizio emigrazione e della segreteria della comunità; l'immissione nella consulta dei rappresentanti dei dipartimenti all'istruzione, lavori pubblici e agricoltura; la possibilità di accedere ai contributi di cui all'art. 14 della legge 13/81 anche se il definitivo rientro non è ancora avvenuto.

Abruzzo

14-15 aprile: si è tenuta la II Conferenza dell'emigrazione abruzzese in cui è stata posta l'esigenza di una revisione della legge per l'emigrazione che prenda atto sia della esperienza di applicazione della vigente normativa, sia dei risultati emersi dal confronto tra le regioni ed il Governo. Il confronto all'interno della Conferenza si è inoltre sviluppato sui seguenti temi, oggetto di studio di 4 commissioni appositamente costituite: "problemi sociali connessi ai rientri e all'immigrazione"; "mercato del lavoro e occupazione, problemi e prospettive per l'emigrazione"; "rapporti Stato-Regioni, enti locali e comunità abruzzesi all'estero"; "realità dell'associazionismo all'estero e strumenti di partecipazione".

Veneto

(marzo-aprile): il consiglio regionale del Veneto ha approvato un disegno di legge di iniziativa della Giunta per gli interventi nel settore dell'emigrazione. Si tratta di una legge quadro che regola in modo più organico gli interventi regionali del settore. Tali interventi tengono conto dei problemi della casa e del reinserimento produttivo di coloro che rientrano dall'estero. Il provvedimento istituisce un fondo di 2 miliardi e 200 milioni di lire. La legge ristruttura la Consulta regionale per l'emigrazione con un incremento dei rappresentanti degli emigrati.

Sicilia

(giugno): la nuova legge regionale siciliana per l'emigrazione, che modifica quella precedente e sblocca uno stanziamento per il 1984 di 6 miliardi e 150 milioni di lire è entrata in vigore dopo la sua pubblicazione sulla Gazzetta Ufficiale della regione siciliana n. 25 del 9 giugno 1984.

Calabria

(giugno): si è riunita la consulta regionale del lavoro e dell'emigrazione. Sono stati discussi la proposta di una nuova legge regionale nel settore emigrazione, il programma '84 degli interventi a favore dei lavoratori emigrati e delle loro famiglie, la conferenza dell'emigrazione calabrese che si terrà nel settembre prossimo a Buenos Aires ed altri progetti specifici come la concessione contributi per l'anno '84 alle associazioni di lavoratori calabresi emigrati all'estero.

Comitati Consolari.

Presentato un disegno di legge governativo sui comitati consolari. In tema di Comitati Consolari la predisposizione di un disegno di legge da parte del governo è una novità. Questo disegno fa seguito alle numerose proposte di legge di iniziativa parlamentare di cui l'ultima è quella dell'on. Foschi che ha ripreso il testo originariamente approvato dalle Camere con l'aggiunta di alcuni apporti migliorativi approvati dal Senato.

Proposta di legge dell'on. Caria (PSDI) sulla concessione della pensione sociale ai cittadini italiani all'estero.

Il provvedimento, sollecitato nel 1975 nel corso della Conferenza Nazionale dell'emigrazione, tende ad annullare la discriminazione tra cittadini residenti nel territorio nazionale e i cittadini residenti all'estero. Nella proposta si prevede che ai cittadini italiani all'estero in possesso dei requisiti richiesti dalla legge del 1969 venga corrisposto, a domanda, una pensione sociale non reversibile commisurata a quella corrisposta ai cittadini residenti nel territorio nazionale. La pensione verrebbe corrisposta, tramite Ambasciata, dal Ministero degli Esteri cui spetta l'accertamento della sussistenza delle condizioni per la concessione.

Nuova convenzione italo-argentina di sicurezza sociale.

A seguito della firma dell'accordo amministrativo e dello scambio degli strumenti di ratifica al 1 gennaio '84 è

entrata in vigore la nuova convenzione italo-argentina di sicurezza sociale. Il nuovo accordo prevede alcune interessanti innovazioni rispetto alla convenzione del 1961. La totalizzazione dei periodi assicurativi, per esempio, potrà essere attuata utilizzando anche i periodi compiuti in paesi terzi legati ad uno o a entrambi gli Stati contraenti da accordi di sicurezza sociale.

Accordi italo-statunitensi.

Si è proceduto alla firma di due accordi tra l'Italia e gli Stati Uniti: si tratta dell'accordo aggiuntivo di sicurezza sociale e dell'accordo tra Italia e Stati Uniti per evitare le doppie imposizioni. Quando entreranno in vigore con lo scambio degli strumenti di ratifica, apporteranno benefici ai connazionali pensionati e, in particolare, a coloro che percepiscono pensioni statunitensi residenti in Italia.

DOVREMMO COSTITUIRCI:
CONTINUANO A FARE
RICERCHE SU DI NOI!!!



© Dossier Europa Emigrazione

Pacchetto emigrazione.

Approvato da parte del Consiglio dei ministri il disegno di legge sulla istituzione del Consiglio generale degli italiani all'estero, proposto dal ministro degli esteri on. Giulio Andreotti. Tale provvedimento, finalizzato alla tutela dei diritti della nostra collettività all'estero, promuoverà il collegamento di lavoratori emigrati con la vita politica, economica e culturale della madrepatria e faciliterà la loro partecipazione alla vita della comunità italiana. Un altro importante disegno di legge, proposto dal ministro dell'Interno Scalfaro, con la collaborazione del ministero degli Esteri, è stato approvato dal consiglio dei ministri: l'istituzione di uno speciale impianto di rilevazione dei dati riguardanti i nostri connazionali all'estero, che faciliterà le operazioni di censimento.

Emigrazione e informazione, Pordenone, Edizioni Concordia Sette, 1984, 52 pp.

Le testate italiane all'estero sono più di 150, la tiratura annuale complessiva ammonta a più di 170 milioni di copie, gli italiani all'estero sono notoriamente più di 5 milioni, eppure la grande stampa nazionale non dedica attenzione a quest'altra Italia. Non manca un considerevole flusso di notizie, veicolate da due agenzie stampe quotidiane, da altre agenzie con diversa periodicità, da numerose riviste. Qualche quotidiano ha dedicato alla emigrazione un'apposita rubrica, un passo in avanti ma non nel senso di mostrare la centralità del problema. Insomma, chi va all'estero non fa notizia. In Italia, paese di emigrazione di massa, si vive l'esodo come una sorta di sgravio che esonera dal porsi ulteriori preoccupazioni. E' questo il preoccupante messaggio del volumetto, che raccoglie gli atti del convegno su "Emigrazione e informazione", organizzato dall'Istituto Regionale di Studi Europei (IRSE) di Pordenone, un'organizzazione benemerita nel sensibilizzare alla dimensione europea dei problemi, sotto il patrocinio dell'Assessorato al lavoro e all'emigrazione della Regione Friuli Venezia Giulia, su proposta dell'Unione Nazionale Cronisti Italiani.

Vengono riportati i seguenti interventi: *Emigrazione che cambia* (on. Mario Fioret), *La dimensione dell'emigrazione nel Friuli Venezia Giulia* (Silvano Antonini Canterin), *Ruolo dell'informazione nell'emigrazione* (Sergio Pelusi), *L'informazione per l'emigrazione: la stampa italiana* (Giuseppe Della Noce), *Emigra-*

zione, realtà trascurata dai quotidiani (Sergio Stimolo), *Cronaca locale tra consuetudine e nuove realtà* (Fulvio Comin), *Previdenza e lavoro all'estero* (Giovanni Migliorini), *Conclusioni* (Marcello Marrocco).

Non è esagerato ritenere che si tratti di pagine preziose, perché ricche di stimoli. I problemi dell'emigrazione, viene lamentato, sono accennati ma non affrontati nel senso più pieno della parola. Non è, a dire il vero, che non si parli di questi "altri italiani": il discorso si porta sulle rimesse (naturalmente), sul mafioso che viene ucciso a New York, sulle statistiche (e i numeri, talvolta, anziché aiutare impediscono di andare in profondità). Non mancano, neppure, alcune belle monografie: tuttavia non si riesce a superare l'impressione che l'emigrazione rimanga un soggetto per fare esercitare a tavolino storici, sociologi, letterati o per rinfoculare gli interessi (e anche le informazioni) dei partiti, per far organizzare qualche convegno di cui poi non rimane traccia. In tal modo gli emigrati continuano ad essere degli sconosciuti, sia quando rientrano segnati nella loro esistenza dall'esperienza fatta al di fuori dei confini, sia quando restano all'estero, perché poco si sa di questi cittadini spuri, collocati cioè tra due paesi e due culture. Ed intanto il tempo è passato. La prima emigrazione, per forza di cose, risulta confinata in un ghetto. La seconda è riuscita, seppure con fatica, a integrarsi maggiormente. La terza emigrazione è costituita dai figli degli italiani, nati e scolarizzati sul posto, che non capiscono i vari dialetti, hanno scarsi contatti con l'Italia eppure sono vivamente interessati a riscoprire, nel bene e nel male, la loro origine italiana.

Questa esigenza, pur fondamentale per riuscire a capire il futuro della problematica migratoria, è proprio quella che sfugge. Chi studia con maggiore atten-

zione il fenomeno non ha mancato di denunciare questa grave carenza. Emblematica è, ad esempio, la presa di posizione dello scalabriniano Padre Gianfausto Rosoli, direttore della rivista "Studi Emigrazione". "In Italia — afferma padre Rosoli — è prevalso il concetto che chi se ne va, taglia i ponti, causa una separazione con la madre patria: questo è il condizionamento negativo di fondo. Nei confronti dei connazionali all'estero restano numerosi gli handicaps culturali. Da una parte si ha un senso di colpa verso questa metà d'Italia, che è andata all'estero; dall'altra si è incapaci di tematizzare il vero ruolo delle comunità italiane all'estero. Per riprendere le parole usate da uno scrittore, si può affermare che non è finito il disprezzo verso i cafoni che hanno fatto fortuna. Ecco, in Italia riesce ancora estremamente difficile capire che le nostre comunità sono chiamate ad elaborare forme etniche, culturali, politiche in risposta alle esigenze interne della comunità stessa e non alle attese della realtà italiana così come è oggi. Mantenendo questa seconda ottica, si finisce per imporre agli emigrati un collegamento forzato e per non rispettare la loro autonomia culturale e organizzativa. Questo è il problema di fondo e la cultura ufficiale italiana ancora non riesce a capirlo. Si indulge a stereotipi: l'italo-americano del nord è di per sé un mafioso, quello dell'America latina un reazionario. Si riprendono così gli stessi stereotipi che la stampa di quei paesi ha coniato sotto l'influsso di reazioni xenofobe. Perché sorprendersi, allora, che i figli degli italiani si sentano incompresi, mal giudicati, non valorizzati nel loro ruolo dinamico? Essi non sono interessati ad importare dei legami formali ma a crearne degli originali. L'essenza della politica migratoria del futuro sta qui".

E qui sta il pregio del volume "Emigrazione e informazione": aver contribuito a mettere il dito sulla piaga!